

opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

DANS CE NUMERO

- LETTRE DE BONN (P. 1-3)

Les banquiers allemands face à la construction européenne

II - Priorité à l'intégration économique

- L'OPINION DE LA SEMAINE (P. 4-8)

Un grand malade : le transport en Europe (III)

par Victor Bodson (Luxembourg)

Ancien Membre de la Commission de la C.E.E.

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (P. 9-14 B)

Les objectifs généraux "acier" pour la période 1975-1980; Le discours du Président Malfatti au Parlement Européen; Reprise des négociations CEE-Grande-Bretagne; Début des négociations avec le Japon; Préférences généralisées.

- EUROFLASH (P. 15-45)

Sommaire Analytique, P. 15

Index Alfabétique, P. 44

N° 579 - 22 Septembre 1970

00 Av. Raymond-Poincaré

PARIS 16°

OPERA MUNDI - EUROPE

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ECONOMIE EUROPEENNE

DIRECTION GÉNÉRALE ET RÉDACTION

100, Avenue Raymond Poincaré - PARIS 16^e

Tél. : 704.53.20 MUNDI-PARIS
Télex : 27 989
CCP PARIS 3235-50

DIRECTEUR	Paul WINKLER
Directeur Adjoint	Charles RONSAC
RÉDACTEUR EN CHEF	André GIRAUD
Service Informations	Guy de SAINT CHAMAS
Service Études et Documentation	Alain-Yves BUAT
Institutions Européennes	Rudiger BARTHAUER
	Gabriela KAHLIG
	Jean LAURE

SUISSE

54, rue Vermont
GENÈVE - Tél. 33 7693

BENELUX

12, rue du Cyprès
BRUXELLES - Tél. : 18-01-93

ITALIE

Piazza S. Maria Beltrade, 2
20123 MILANO - Tél. 872.485 - 872.492

ABONNEMENTS	Un an	6 mois
Série hebdomadaire	FF. 1.200	FF. 700
Série semestrielle	FF. 400	
(La revue n'est pas vendue au Numéro)		

L E T T R E D E B O N N

Bonn - Les milieux bancaires, ici, demeurent fondamentalement persuadés que les mesures visant à coordonner les politiques monétaires des Etats membres de la CEE sont incapables en elles-mêmes de pousser la Communauté dans la voie de l'intégration : ce sont des mesures nécessaires sans doute, mais non suffisantes (voir Lettre n° 577). A leur avis, pour faire avancer la construction européenne, l'essentiel est d'abord de parvenir à une complète harmonisation des politiques conjoncturelles.

Ainsi, à en croire la Deutsche Bundesbank, l'expérience faite au cours des deux dernières années a administré la preuve évidente que des écarts importants de pays membre à pays membre enregistrés en matière de prix, de salaires, de demande générale et de balances des paiements entraînent inévitablement des tensions et des crises en matière monétaire. Or de telles crises supposent, pour être surmontées, le recours à des mesures dirigistes, voire à une modification des cours des changes. Mais ce ne sont manifestement pas des mécanismes communs de crédits, ou la création de réserves monétaires communes, ou même la fixation ne varietur des taux de changes qui sont susceptibles d'éliminer des divergences durables dans le domaine des coûts et des prix. Il faut renoncer à l'illusion selon laquelle les mécanismes monétaires peuvent être à l'origine d'une contrainte de fait aboutissant à l'harmonisation des salaires et des prix.

Dans cette perspective, toutes les dispositions prises ou conventions passées dans le domaine monétaire n'ont donc de sens que pour autant que les Etats membres veillent, simultanément, à une synchronisation rigoureuse de leurs décisions de prix, de salaires ainsi que de demande et d'endettement publics. Il en découle, en toute logique, que jusqu'à ce que cette synchronisation existe effectivement, chaque Etat doit garder la faculté de prendre pour son propre compte des mesures d'adaptation à la conjoncture, y compris en matière de cours de changes, en cas d'urgence. Ainsi, on peut s'attendre, dans l'avenir immédiat, à ce que les banques pèsent de tout leur poids sur le Gouvernement Fédéral pour que, dans le contexte de la politique monétaire européenne, ne soit pas abandonnée cette clause d'urgence nationale.

Parmi les autres considérations que les banquiers ont à l'esprit s'agissant de la politique européenne, l'une des principales a trait à l'éventuelle création d'un Institut de Réserves commun aux Six. Il est prévisible en effet qu'en cas d'unification des politiques monétaire et de crédit, une telle création

se révélerait indispensable. Compte tenu de l'importance majeure des décisions de politique monétaire qu'aurait à prendre la nouvelle institution, celle-ci ne pourrait qu'être formée par les gouverneurs des Banques Centrales des pays membres.

Encore conviendrait-il, là, d'utiliser pleinement l'expérience des structures fédérales que possède l'Allemagne. Ce qui signifie que l'Institut européen de réserves devrait jouir d'un maximum d'autonomie. En d'autres termes, on n'est nullement disposé ici à renoncer à l'indépendance de la Deutsche Bundesbank au profit d'une autorité monétaire européenne qui, d'une façon ou d'une autre, serait soumise aux injonctions des Ministres des Finances. Sur ce point, de sérieuses discussions préalables devront avoir lieu avec les experts des autres pays membres - ainsi que de la Grande-Bretagne en cas d'adhésion - et on ne se dissimule pas que ces discussions pourront être orageuses.

Mais l'acquiescement donné au principe de la création de cet Institut européen - sous réserve qu'il soit doté d'une très large autonomie - et à la mise en commun d'une certaine part des réserves nationales, n'implique pas que l'on soit dès aujourd'hui d'accord sur l'établissement d'un Fonds de péréquation des devises. Pour sa part, le président de la Deutsche Bundesbank pense que la nécessaire compensation des soldes entre Banques Centrales pourrait parfaitement s'effectuer grâce à l'octroi de facilités de crédits à court terme, sans qu'il soit besoin d'une institution supplémentaire.

De fait, il existe déjà un mécanisme de crédits à court terme, et pour le moyen terme un autre mécanisme est en voie de création. Or l'ouverture automatique de crédits, sans aucune restriction apparente, qui irait de pair avec le fonctionnement d'un Fonds de péréquation, serait contradictoire avec ces mécanismes. Qui plus est, elle serait de nature à masquer une évolution défavorable de telle ou telle balance des paiements, et elle ferait courir le risque de voir reporter à une date lointaine l'objectif d'une pleine Union douanière. Finalement, on redoute que la mise en place d'un tel Fonds soit très loin de pousser les Etats membres dans le sens d'une plus grande discipline monétaire, et que l'indiscipline des uns en arrive nécessairement, mais fâcheusement, à pénaliser les autres.

Mieux vaudrait commencer par donner des normes communes d'utilisation aux instruments de politique monétaire et de crédits qui existent déjà dans chacun des pays membres. Ainsi, en République Fédérale, l'expansion du crédit est contrôlée par le jeu des intérêts et par le volume de la liquidité, sans plus; dans d'autres pays membres, le contrôle du crédit s'effectue par d'autres méthodes. Ce simple exemple suffit à montrer qu'il serait sage d'entreprendre d'abord l'adaptation des structures et des instruments bancaires pour les harmoniser - une tâche qui, déjà, ne s'annonce pas si facile.

Quant à l'indispensable concertation des politiques budgétaires avec leur impact monétaire, elle apparaît comme moins aisée encore, et pourtant elle est une des conditions impératives d'une politique monétaire commune. La méthode actuelle suivant laquelle chaque Etat membre établit son budget avec les excédents ou déficits que bon lui semble doit, de toute évidence, être abandonnée dans les moindres délais en raison des dangers immédiats qu'elle fait courir à la santé monétaire de la Communauté. A tout le moins faudrait-il qu'un contrôle en commun s'exerce sur l'importance globale de chaque budget national.

Voilà qui montre clairement, selon les banquiers allemands, l'étroite dépendance mutuelle dans laquelle se tiennent la politique monétaire d'une part et la politique économique et financière de l'autre. Une telle constatation ne vise nullement à remettre à plus tard toute mesure concrète pour le développement de l'Union monétaire européenne. Ainsi sont acceptées, pratiquement sans objections, les propositions du Plan Barre relatives à l'assistance à court et moyen terme. Sur la question des marges de fluctuation du cours des monnaies, on estime ici qu'elles ne devraient en aucun cas être élargies, mais on pense que les réduire, ou même les supprimer dès maintenant serait sans doute prématuré. Quoiqu'il en soit, banquiers comme gouvernement sont bien d'accord sur le fait qu'aucune décision à ce propos ne devrait pouvoir être arrêtée par un Etat membre sans le consentement unanime des autres.

Il est bien clair cependant que toutes ces considérations sont secondaires par rapport à l'indispensable harmonisation des prix et des salaires à l'intérieur de la Communauté dans le cadre de la lutte contre les tendances inflationnistes et pour une augmentation équilibrée de la productivité. Toutes les banques allemandes s'accordent en effet à penser qu'en l'absence de cette harmonisation, l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique monétaire commune ne pourrait qu'être un leurre. Ce qui signifie que le temps des réconfortantes déclarations d'intention est passé maintenant, que la façade de la construction européenne est suffisamment léchée et qu'il faut, à l'intérieur de l'édifice, l'affirmation d'une volonté politique d'aboutir.

L ' O P I N I O N D E L A S E M A I N E

UN GRAND MALADE : LE TRANSPORT EN EUROPE (III)

par Victor Bodson (Luxembourg)
Ancien Membre de la Commission de la C.E.E.

Si la Communauté parvient à achever rapidement le programme qu'elle s'est assigné en ce qui concerne les entreprises de transport, elle disposera d'une bonne base de départ pour aborder la deuxième phase de la politique commune, celle qui se situe au niveau de l'économie collective et sociale et qui est fondamentalement du ressort et de la responsabilité des pouvoirs publics.(1). Les domaines dans lesquels devront alors s'exercer cette politique commune sont, à mon avis, les suivants :

- définition conceptuelle et opérationnelle du réseau à l'intérieur de la Communauté - Il apparaît en effet indispensable que l'on se mette d'accord sur les éléments fondamentaux du futur réseau européen des transports en fonction des besoins tels qu'on peut les prévoir à des horizons successifs. Bien entendu, ce réseau de base devra être régulièrement ajusté selon les résultats acquis et les progrès accomplis en matière d'analyse prospective de la demande - ce qui suppose la mise en oeuvre d'une étude systématique, pour l'ensemble de la Communauté, de prévisions de trafic correspondant aux différents horizons retenus.

Il faut donc perfectionner d'abord les méthodes actuelles, s'entendre sur des méthodes communes et ensuite les appliquer à l'ensemble des liaisons au sein de la Communauté. Il sera alors possible de tracer un schéma directeur à partir duquel pourra se développer toute l'action en matière de politique commune des transports.

- - - - -

(1) Voir les deux premières parties de ce texte dans nos numéros 571 et 572.

- Mise en oeuvre d'une politique commune en matière d'infrastructures - Une fois définies les liaisons d'intérêt communautaire, il importe de prendre des décisions en ce qui concerne les infrastructures aptes à répondre aux besoins qui se manifesteront sur celles-ci. Il ne s'agit plus seulement d'un problème de coordination entre modes de transport. Je pense avoir suffisamment montré que la conception traditionnelle de l'équilibre entre modes de transport est en voie de dépassement, et que la notion même de complémentarité n'est plus suffisante pour répondre aux caractéristiques a-modales des futurs moyens de transport. Il est indispensable de commencer par se mettre d'accord sur des méthodes communes de détermination de la rentabilité des investissements en matière d'infrastructure de transport.

De même que la Communauté a mené des études approfondies dans le domaine de la détermination des coûts d'infrastructure et de leur imputation aux usagers, il faut maintenant s'engager dans un programme de recherches méthodologiques portant sur la rentabilité directe et indirecte des investissements d'infrastructures. Alors qu'il existe déjà des modèles assez élaborés pour le calcul de la rentabilité directe, il n'en va pas de même pour la rentabilité indirecte. Or l'expérience et les études les plus récentes donnent à penser que les éléments de rentabilité indirecte, qu'il s'agisse de "désutilités" ou d'effets d'entraînement, loin d'être négligeables, sont au contraire déterminants du point de vue de l'économie générale. Il importe donc de les analyser afin de pouvoir en tenir compte. On devra en particulier rechercher dans quelle mesure et selon quelles adaptations les systèmes modernes (PPS, Rationalisation des choix budgétaires) peuvent être appliqués avec profit à ce genre de problèmes.

La Commission avait d'ailleurs déjà pressenti, et exposé dans sa communication au Conseil du 8 avril 1964, l'ampleur que devrait prendre l'action de la Communauté dans ce domaine. C'est en effet au niveau des infrastructures que se situent de la façon la plus indiscutable les liens entre la politique commune des transports et les autres politiques communes, notamment dans la mesure où ces dernières intéressent l'aménagement de l'espace communautaire. D'autre part, il est clair que, dans une perspective à moyen et à long termes, les choix qui seront faits en ce qui concerne les infrastructures auront une influence déterminante sur le développement des échanges européens.

Quand les études relatives aux calculs de rentabilité auront été suffisamment développées, il sera possible et nécessaire de dépasser le stade de la décision du Conseil du 28 février 1966. En raison du caractère déterminant que prendront de plus en plus les investissements d'infrastructures, il semble en effet indispensable que les grandes décisions qui interviendront dans ce domaine revêtent un caractère communautaire. Ces décisions, prises sur la base de propositions de la Commission et en fonction des calculs de rentabilité dont les méthodes auront été déterminées en commun, pourront s'inscrire harmonieusement dans le cadre de la politique économique générale de la Communauté, et plus particulièrement de la politique régionale. Il est évident qu'on courrait les plus graves risques d'incohérence économique si cet élément essentiel devait continuer à rester pratiquement en dehors de la politique commune.

- Recherche fondamentale et expérimentation en ce qui concerne les nouveaux moyens de transport, perfectionnement et modernisation des moyens existants et standardisation des matériels - L'action en matière d'infrastructures est étroitement liée aux perspectives qui s'ouvrent en ce qui concerne les nouveaux moyens de transport. Jusqu'à présent, on a conçu la politique commune des transports sur la base des techniques existantes. Ce n'est plus possible, car le progrès technologique peut bouleverser les données de l'économie des transports. La recherche et l'expérimentation communes des nouvelles techniques doivent donc devenir des éléments constitutifs de la politique des transports, aussi bien quant aux matériels que quant aux infrastructures. Car, de même qu'on s'oriente vers un "a-modalisme" des techniques de transport, la distinction classique entre infrastructure, superstructure et matériels va devenir de plus en plus périmée.

Il est donc urgent de coordonner et de développer largement ce qui a déjà été entrepris à l'échelon national. Il ne suffit pas de perfectionner les moyens existants; il faut que le secteur des transports se place à nouveau à la pointe du progrès technologique et, étant donné le retard pris à cet égard, un effort particulier doit être consenti au niveau de la Communauté.

Comme pour les autres industries de pointe, le cadre national est devenu trop étroit; pour éviter les gaspillages et les doubles emplois, il faut mettre en commun les ressources et poursuivre ensemble les efforts. A cet égard, l'expérience et les moyens dont dispose Euratom pourraient sans doute être d'un grand profit.

- Ensemble des mesures faisant contribuer les transports au "welfare", c'est-à-dire au bien-être économique et social de la Communauté - Bien entendu, ces mesures doivent viser en premier lieu l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs des transports (durée et sécurité du travail, formation professionnelle, etc...) - ce qui relève encore de l'économie d'entreprise. Mais, sous cette rubrique, doivent aussi être prises en considération les incidences des transports sur le cadre de vie de l'ensemble de la population. Dans cet ensemble de mesures entrent donc celles qui seront à prendre dans les domaines de la sécurité de la circulation, de la lutte contre les pollutions et les autres nuisances, de l'amélioration des conditions de déplacement et des normes minimales de confort, compte tenu du développement de l'urbanisation ainsi que de l'accroissement des possibilités de loisirs.

- Cohérence entre les mesures d'économie des entreprises et les mesures d'économie collective et sociale - Il faut prendre conscience du fait que l'orientation ainsi donnée à la politique commune de la deuxième génération ne sera pas sans incidences sur l'économie d'entreprises et sur les mesures déjà en vigueur ou en préparation. Je pense avoir montré qu'il n'y a pas d'antagonisme entre ce qui a été fait et ce que je propose aujourd'hui, car les niveaux de finalités sont différents. Mais il y a évidemment des liens, des influences réciproques, et il importe d'assurer la cohérence entre les mesures prises et les actions menées à ces deux niveaux.

L'orientation que je suggère n'implique nullement l'élimination de l'initiative individuelle des entrepreneurs de transports. Mais l'épanouissement de cette initiative et la "libre concurrence" qu'elle requiert devront s'exercer entre des seuils déterminés en fonction des règles du jeu de l'économie collective et sociale et des missions assignées à la politique commune. Il faut refuser à la fois l'autoritarisme et l'anarchie, ce qui peut entraîner certains déplacements d'accents par rapport aux orientations primitives. On peut d'ailleurs constater une évolution dans la mentalité des exploitants depuis qu'ils font l'expérience de la liberté commerciale. On devra donc se demander, le moment venu, si les modèles précédemment retenus demeurent adaptés tant à cette évolution des mentalités qu'aux finalités nouvelles de la politique commune.

Par exemple, lorsque l'action d'harmonisation sera suffisamment avancée, n'y aura-t-il pas lieu de revoir le programme fixé en matière de tarification à fourchettes et ne conviendra-t-il pas de laisser aux entreprises la liberté de fixer leurs prix de transport, sous réserve que soient assurées les conditions indispensables de publicité et de transparence du marché ? D'une façon générale, j'estime que, sur le marché des transports, il faut laisser jouer largement la concurrence, mais une concurrence organisée ou, si l'on préfère, encadrée par des normes souples qui résultent essentiellement des mesures prises en vertu de l'harmonisation des conditions de concurrence et qui traduisent, au niveau de l'économie des entreprises, les exigences de l'économie collective et sociale. Il est bien certain que ces normes devront être réévaluées en permanence en fonction de l'évolution de l'environnement: il ne peut s'agir que de normes adaptatives.

- Politique de restructuration - Ainsi conçue, la politique commune portera moins sur l'exploitation et davantage sur les structures. Ce sera une politique de structures en tant qu'elle tendra principalement à situer les transports à leur juste place dans le cadre des relations économiques de l'espace communautaire. Ce sera en même temps une politique de structures du secteur des transports lui-même en ce sens qu'elle doit provoquer (et encourager par des moyens appropriés) une restructuration des entreprises qui, de plus en plus, auront à répondre à la satisfaction de besoins s'exprimant au niveau européen.

Dans cette perspective, et pour ne citer qu'un exemple, ne doit-on pas envisager l'exploitation communautaire des six réseaux ferroviaires ? Et, si un tel regroupement se réalise, il ne sera certainement pas sans effet sur les modes de transport concurrents qui auront à coeur de se donner les structures commerciales leur permettant d'affronter cette nouvelle situation.

- Répartition des responsabilités et affectation aux transports de ressources communautaires - Si la mise en oeuvre de ces mesures suppose des pouvoirs de décision dotés d'une véritable autorité, cette restructuration et ce déplacement des impératifs économiques vers l'échelon européen ne doivent pas provoquer une tentation de centralisme communautaire. Il importe en effet de

distinguer les différents niveaux de responsabilités en fonction des tâches à accomplir.

Sans doute convient-il de conférer aux institutions de la Communauté les pouvoirs nécessaires pour fixer les orientations stratégiques, décider les programmes d'études et les méthodes communes, en déduire les seuils de fonctionnement du système européen des transports. Sans doute faut-il aussi que ces institutions disposent d'un tableau de bord leur permettant de s'assurer du bon fonctionnement du système et de réévaluer si nécessaire les normes fixées. En revanche, il faudrait faire preuve d'un esprit résolument décentralisateur en ce qui concerne les pouvoirs de gestion et les responsabilités opérationnelles, qui devraient rester à l'échelon national et être même, chaque fois que possible, reportés à l'échelon régional.

Cependant, l'ensemble de ces actions suppose l'existence de ressources communautaires consacrées à la politique commune des transports. Il semble à la fois logique et nécessaire de prévoir un financement communautaire, d'abord pour les différents programmes d'études méthodologiques, puis pour soutenir l'action à mener dans les domaines de la recherche et de l'expérimentation, enfin et surtout pour contribuer, le moment venu, aux investissements d'infrastructure d'intérêt communautaire. Mais ne peut-on envisager de réserver à cette fin les ressources provenant de la partie du point communautaire de T.V.A. payée par le secteur des transports ?

Pour la définition et la réalisation de cette politique de la deuxième génération, la responsabilité des Six est commune, et il n'est nullement question de remettre en cause la répartition des pouvoirs institutionnels conférés par le Traité à la Commission et au Conseil. Le moment de faire des propositions détaillées, puis de les discuter et de les adopter, n'est d'ailleurs pas encore venu. Ce qu'il faut maintenant, c'est se mettre d'accord sur l'orientation et le contenu - ce que j'ai appelé le plan stratégique - de la deuxième étape de la politique commune des transports. C'est une tâche que le Conseil et la Commission doivent accomplir ensemble, étant bien entendu qu'il conviendra, au moment opportun, d'y associer le Parlement Européen et le Comité Economique et social. Il faut donc y réfléchir et en discuter, ensemble aussi.

LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX "ACIER" POUR LA PÉRIODE 1975-1980.-

La consommation d'acier dans la Communauté a atteint 95,1 millions de t. (acier brut) en 1969 contre 82 millions en 1968. Selon les évaluations des experts de la Commission dans leur avant-projet d'Objectifs généraux "acier" en 1975, elle pourrait atteindre 115,7 millions de t. dans une hypothèse de conjoncture moyenne, ou 127,7 millions en haute conjoncture, soit, dans le premier cas un taux d'accroissement cumulatif annuel de 3,2 %, et de 5 % dans le second. En 1980, en conjoncture moyenne, elle s'établirait à 143,2 millions de t.

Comme le montre le tableau ci-après, c'est en Italie et aux Pays-Bas que les progrès devraient être les plus rapides, car la consommation par tête y est encore inférieure à ce qu'elle est dans les autres pays membres. En France également, la consommation par tête reste inférieure à la moyenne communautaire, et il est probable que le taux d'accroissement y sera plus élevé que celui qui est retenu dans l'hypothèse moyenne. En outre, dans ces trois pays, les taux d'accroissement de la production industrielle (qui servent de base aux évaluations des experts) sont les plus élevées de la Communauté : les chiffres escomptés pour la période 1970 et 1975 sont en effet de 7 % par an pour la France et l'Italie et de 6,2 % pour les Pays-Bas, contre 5,5 % pour la République Fédérale et l'UEBL.

DANS LES COMMUNAUTÉS

CONSOMMATION D'ACIER DANS LA CEE

(millions de t. d'acier brut - en hypothèse de conjoncture moyenne)

PAYS	REALISATIONS :		PREVISIONS	
	1969	1975	augmentation par an 70/75	1980
Allemagne	42,4	49,1	+ 2,5 %	59,5
France	22,9	26,3	+ 2,3 %	32,8
Italie	20,1	28,1	+ 5,7 %	35,9
UEBL	5,3	6,1	+ 2,5 %	7,7
Pays-Bas	4,4	5,7	+ 4,4 %	7,3
CEE	95,1	115,3	+ 3,2 %	143,2

A ces besoins intérieurs s'ajouteront les exportations. A cet égard, on constate que c'est l'évolution de la sidérurgie japonaise qui, dans une large mesure, sera déterminante pour le volume des exportations que la sidérurgie communautaire pourra réaliser sur le marché mondial. En 1969, le Japon a produit 82 millions de t. d'acier brut et en a consommé 66 millions; ses exportations se sont donc élevées à 16 millions de t. Or il est prévu que d'ici 1975 la capacité japonaise doit être portée à 168 millions de t. d'acier. La consommation escomptée s'établissant à ce moment à quelque 120 millions de t. (y inclus une large part destinée à l'exportation indirecte) il resterait, avec une production effective d'environ 150 millions de t., une disponibilité pour l'exportation d'au moins 30 millions de t.

Pour la Communauté, les exportations seraient, selon l'hypothèse retenue, de l'ordre de 18 ou de 25 millions de t. en 1975. Quant aux importations, les experts retiennent le chiffre de 4,6 millions de t. de produits laminés, soit 6 millions de t. en équivalent d'acier brut. Ce chiffre paraît plausible en haute conjoncture. Il correspondrait à 5,2 % de la consommation, contre 4,8 % en 1967 et 4,6 % en 1968.

COMMERCE INTERNATIONAL D'ACIER

(en millions de t. d'équivalent d'acier brut)

	Exportations		Importations		Solde net des échanges	
	<u>1967</u>	<u>1975</u>	<u>1967</u>	<u>1975</u>	<u>1967</u>	<u>1975</u>
Communauté	18,6	18-25	3,8	4-6	+ 14,8	+ 14 / + 19
Pays-Tiers	35,8	64,5-57,5	50,6	78,5-76,5	- 14,8	- 14 / - 19
Monde	54,4	82,5	54,4	82,5		

Selon les experts de la Commission, la Communauté doit donc s'attendre à une concurrence de plus en plus vive à moyen terme sur le marché mondial de l'acier. Le maintien d'une situation équilibrée sur ce marché suppose que deux conditions soient remplies. La première dépend des producteurs de la Communauté eux-mêmes, qui doivent à la fois poursuivre leurs efforts de rationalisation pour demeurer compétitifs et investir de telle sorte que l'équilibre entre l'offre et la demande mondiales ne soit pas compromis. La seconde est le respect par tous les producteurs des règles d'une concurrence normale, exempte notamment de pratiques telles que baisses de prix purement locales ou temporaires visant à la suppression de la concurrence. On pense aussi à Bruxelles que la concertation des politiques d'investissement sur le plan mondial constituerait un remède efficace à l'anarchie du marché mondial, et l'on estime qu'un code de loyale con-

currence pourrait s'inspirer des dispositions de l'art. 60 § 1 du Traité CECA.

EVOLUTION DES DEBOUCHES EN ACIER DE LA CEE

(millions de t. - conjoncture moyenne)

	<u>1969</u>	<u>1975</u>	<u>1980</u>
Consommation intérieure	95,1	115,3	143,2
Solde des échanges extérieurs	12,1	14,0	20,0
Total	107,2	129,3	163,2

Selon les prévisions, les aciéries de la Communauté disposeraient en 1975 de possibilités de production d'acier brut de 162 millions de t. contre 120 millions environ en 1969. Le taux d'accroissement correspondant serait donc de 5,2 % par an - du même ordre que les taux constatés lors des enquêtes sur les investissements effectués dans la précédente période de haute conjoncture (5,8 % selon l'enquête de 1961 pour la période 1960-1964.

CAPACITES DE PRODUCTION DE LA CEE

(en millions de t.)

<u>Pays</u>	<u>1969</u>	<u>1975</u>
Allemagne	49,4	64,0
France	25,0	33,5
Italie	20,2	30,0
Belgique	14,3	19,5
Luxembourg	5,8	6,5
Pays-Bas	4,9	8,5

La progression de la part de l'Italie et des Pays-Bas - où une usine sera construite en commun par IJMUIDEN et HOESCH - sera très sensible. En revanche, la part du Luxembourg diminuera, car la principale société de ce pays axe son développement futur en produits plats sur l'usine côtière de Gand. On assistera en même temps à une restructuration des usines selon leur localisation et selon les procédés de fabrication. C'est ainsi que la part des usines littorales intégrées passerait de 18 % en 1969 à 26 % environ en 1975. La part des régions éloignées des côtes irait donc en s'amenuisant; celle du bassin lorrain tomberait de 13 % en 1969 à 10 % environ en 1975.

En 1975, 64,4 % des capacités seront constituées par des aciéries à l'oxygène pur (contre 83,2 % en 1969), et la part de l'acier électrique passera de 13,4 % à 15,4 %. En revanche, les capacités en acier Thomas tomberont de 25,2 % à 12 %; celles de l'acier Martin de 23,2 % à 8,2 %.

LE DISCOURS DU PRESIDENT Malfatti au Parlement Européen. -

Dans le fort long discours prononcé la semaine dernière par le Président de la Commission devant l'Assemblée de Strasbourg, discours-programme ou "discours d'investiture", on est frappé par l'importance donnée à la réalisation de l'Union Economique et Monétaire. Objectif prioritaire de la construction européenne au cours des prochaines années, cette Union constitue la toile de fond du déroulement aussi bien des politiques communes que de l'opération d'élargissement. Elle représente aussi le moteur des progrès institutionnels de la Communauté. "Le plan d'Union Economique et Monétaire et les procédures qui en permettent la réalisation sont devenus pour la Commission... le cadre et le principe normalisateur de ses propositions actuelles et futures".

Jamais encore la Commission n'avait pris aussi solennellement et fermement position sur le rôle monétaire de la Communauté.

"Au fur et à mesure que la Communauté progresse sur la voie de l'Union Economique et Monétaire, il faut qu'elle affirme sa personnalité dans la solution des problèmes monétaires internationaux à l'examen desquels elle est tenue de fournir une contribution de plus en plus active. Cela implique en premier lieu, de la part des Etats membres, l'adoption systématique de positions communautaires au sein des organisations économiques et financières internationales et en particulier, dès à présent, au sein du FMI"

"La constitution d'un ensemble économique, financier et monétaire européen, équilibré et solide, amènera progressivement à reconsidérer un système international organisé immédiatement après la seconde guerre mondiale autour de l'unique pôle de croissance et de stabilité existant à cette époque, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique; on peut dire qu'à ce moment et durant les années suivantes, les Etats-Unis ont été l'unique soutien économique, financier et monétaire du monde occidental. La situation n'est plus la même aujourd'hui, puisque l'Europe s'est reconstruite et s'est développée au point de devenir la première puissance commerciale du monde. Il faut donc qu'elle accepte de jouer le rôle qui en découle. Il est temps que l'Europe assume ses responsabilités sur le plan mondial, et ce devoir sera encore plus évident après l'adhésion des pays candidats. En dernière analyse, l'Union Economique et Monétaire de l'Europe doit lui permettre d'assumer dans le monde une fonction dont la nécessité semble se faire de plus en plus profondément sentir : constituer un pôle supplémentaire d'équilibre et de développement dans les relations économiques et financières internationales".

Le Président de la Commission a également traité les sujets suivants :

- Négociations d'adhésion : Il faut combattre l'erreur consistant à se perdre dans des questions mineures, ou encore à se limiter à de simples considérations techniques ou à des extrapolations présentant parfois le risque d'être aléatoires. L'essentiel est de garder à l'esprit la signification politique d'une Communauté élargie sur la scène internationale. "Cela signifie avoir conscience que chacun de nos pays a payé et devra payer quelque chose dans un secteur ou dans l'autre pour assurer la construction communautaire". Par ailleurs, "la Communauté élargie ne peut être conçue autrement que dans l'égalité des droits et des obligations pour tous les membres. La position de la Communauté est claire à ce sujet : les Etats qui désirent adhérer doivent accepter les Traités de Rome et de Paris et leurs finalités politiques, les décisions intervenues depuis l'entrée en vigueur de ces Traités et les options prises dans le secteur du développement".

- Politique agricole : L'ampleur du programme et des propositions déjà présentées par la Commission et qui sont l'oeuvre du vice-président Mansholt contraste fortement avec la portée limitée des décisions adoptées jusqu'à présent par le Conseil et avec les hésitations de ce dernier lorsqu'il s'agit d'engager des discussions sur le fond des graves problèmes qui se posent actuellement. La Commission réaffirme fermement que la politique des prix et des marchés est inséparable d'une politique sociale moderne et d'une politique cohérente et courageuse de structure.

- Politique industrielle : Les propositions de la Commission doivent être examinées et mises en oeuvre. Cette politique doit s'insérer dans le processus de réalisation d'une véritable Union Economique et Financière. La formation d'un marché européen des capitaux est, dans cette optique, fondamentale. La Commission a l'intention, en 1971, de promouvoir une conférence réunissant les parties intéressées à la mise en oeuvre de la politique industrielle. Dans le secteur technologique, elle entend proposer quelques premières mesures concrètes pour des actions sectorielles d'intérêt européen. Ont été également évoqués par l'orateur les problèmes d'environnement : la Commission soumettra à ce sujet des propositions au Conseil en se fondant sur l'article 235 du Traité de Rome.

- Relations extérieures : Le fait que la CEE soit la première puissance commerciale du monde doit inciter les Six à réfléchir sur les conséquences qui en découlent pour la vie communautaire et sur leurs responsabilités croissantes vis-à-vis du reste du monde. Le Président Malfatti a justifié la politique d'association et d'accords préférentiels de la CEE en Méditerranée. Il a également souligné la préoccupation causée par le développement des tendances protectionnistes aux Etats-Unis.

- Problèmes institutionnels : Il n'y a pas de raison de croire que la Commission puisse être ravalée au rang d'une sorte de secrétariat général de la Communauté. L'actualité démontre au contraire que cette institution joue un rôle très important dans les activités européennes. L'Union Economique et Monétaire va progressivement entraîner un déplacement de pouvoirs des capitales au profit de la Communauté. C'est dans la ligne de cette évolution que se pose nécessairement le problème du contrôle démocratique des institutions. Il ne s'agit pas de revendications de principe ou de discussions théoriques, mais de nécessités objectives. L'Union Economique et Monétaire se fera par étapes, et c'est par étapes également que l'on procédera à l'adaptation des institutions aux exigences découlant de la transformation de la société. Par ailleurs, l'orateur a souligné que la Commission ne pouvait être exclue de la participation au processus d'édification de l'Union politique européenne, puisqu'elle est le principal protagoniste de la construction communautaire.

REPRISE DES NEGOCIATIONS CEE-GRANDE BRETAGNE.- Cette reprise s'est effectuée au niveau des suppléants des Ministres. En fait, la réunion de ceux-ci a impliqué le véritable début des discussions car, pour la première fois, la Grande Bretagne a, sur certains problèmes, formulé nettement sa position. Cette position ne coïncide pas - beaucoup s'en faut - avec celle de la Communauté, qui a été fermement rappelée par le porte-parole des Six, le Représentant permanent allemand, M. Sachs.

Après les différentes interventions de M. Con O'Neil, l'adjoint de M. Rippon, la position britannique semble se présenter ainsi: pour Londres seuls devraient être débattus, au cours des négociations, les sujets importants, les questions d'importance mineure pouvant être réglées après l'adhésion, durant la "période d'initiation". Qu'est-ce que cette période d'initiation ? La Grande Bretagne estime qu'une fois dans la CEE, elle aura besoin d'un ~~an~~ pour s'adapter administrativement aux textes européens. Pendant cette période, il n'y aurait ni abatement tarifaires, ni rapprochement vers le TEC et les prix agricoles. Au terme de cette période, prendrait place un premier rapprochement tarifaire de 40 % (diminution des droits intracommunautaires et alignement sur le TEC), les deuxième et troisième rapprochements (30 % chacun) ayant lieu un an et deux ans plus tard. Au total donc, la période de transition, dans l'industrie serait de trois ans. Pour l'agriculture, cette période devrait être plus longue, sans qu'aucune précision cependant n'ait été fournie quant à sa durée.

A quoi les Six ont répondu en réaffirmant les principes contenus dans leur position commune : (1) tous les problèmes posés par l'adhésion doivent être réglés durant les négociations. On sait trop à Bruxelles que des Règlements-cadre sont souvent remis en cause par le biais de Règlements d'application. Il n'est donc pas question de reprendre la négociation une fois l'adhésion acquise - ce qui ne signifie pas pourtant qu'il faille se perdre dans le détail. (2) Le délai d'"initiation" ne peut excéder deux à trois mois. C'est au bout de

ce laps de temps que doit avoir lieu le premier abattement tarifaire. De l'avis des Six, la Grande-Bretagne pourra facilement adapter son administration à la CEE, effectuer les traductions nécessaires, imprimer les tarifs, etc ... entre la signature de l'accord d'adhésion et sa ratification par les Parlements nationaux. (3) En ce qui concerne la période de transition, il faut respecter un "parallélisme adéquat" entre l'agriculture et l'industrie - ce qui revient à dire, à tout le moins, que la durée de cette période doit être la même pour l'un et l'autre secteur. La France est extrêmement ferme sur ce point.

Les Six se sont également montrés très nets à propos de la suggestion anglaise d'appliquer dans la CEE le système de l'annual review" (confrontation entre le Gouvernement et l'organisation professionnelle agricole), qui permet de fixer les prix agricoles. Tant pour des raisons de fond que pour des raisons pratiques, il n'est pas possible d'introduire cette "institution" dans la réglementation européenne. Toujours dans le domaine agricole, la délégation britannique a apporté aux Six des précisions sur les trois organisations de marché qui comportent quelques difficultés pour Londres : lait liquide, viande de porc (bacon), oeufs. En fait, la Grande Bretagne redoute qu'en l'absence de correctifs ou de compléments aux textes en cause, l'équilibre du marché anglais, et même du marché des Six, ne soit bousculé. C'est à la Commission qu'il appartient maintenant d'étudier ce dossier.

Enfin M. Con O'Neil, à la demande de la délégation communautaire, a précisé, dans le discours prononcé en juillet par M. Barber, la signification d'un passage qui avait particulièrement préoccupé les Six. Il s'agissait de savoir dans quelle mesure Londres tenait à être associé aux travaux de développement interne de la CEE. Londres souhaite être "informé", a dit Sir Con O'Neil. Cependant, l'opinion britannique ne comprendrait pas que les Six prennent des décisions sur des sujets qui, depuis des années, n'ont jamais paru les intéresser beaucoup, tels que, par exemple, le droit d'établissement dans les assurances. Quant à l'Union Economique et Monétaire, la Grande-Bretagne au contraire l'accueillera très favorablement. Les deux délégations ont fixé au 27 octobre, à Luxembourg, la date de la prochaine session ministérielle. D'ici là, les suppléants se réuniront encore à 2 reprises.

Notons également que les 21 et 22 septembre s'est tenue à Bruxelles la première réunion ministérielle avec les autres candidats au Marché Commun : Danemark, Irlande, Norvège.

DEBUT DES NEGOCIATIONS AVEC LE JAPON. - Ces négociations visent à la conclusion d'un accord commercial non préférentiel. On s'attend ici à ce qu'elles durent entre six mois et un an. Il s'agit de libéraliser des échanges qui, en valeur, atteignent actuellement plus de \$ 1,6 milliard (900 millions d'importations et 740 millions d'exportations japonaises). Pour les Six, il s'agit aussi de remplacer les accords bilatéraux qui existent entre chacun d'eux et Tokyo par un accord engageant la CEE en tant que telle. Dans le même temps, les Etats membres s'efforceront d'harmoniser progressivement leurs listes contingentaires en profitant des "coups sombres" que les négociateurs vont effectuer parmi ces obstacles tarifaires. La négociation comporte quatre grands chapitres.

1°) Suppression progressive des contingents. Il existe environ 120 positions contingentées au Japon, 150 dans la Communauté (mais 5 positions contingentées seulement sont communes au Benelux, à la RFA, à la France et à l'Italie; 68 contingents n'existent que dans un seul Etat membre). Il semble, après les premières discussions, que des deux côtés, on soit prêt à réduire en trois ans - durée prévue de l'accord - les listes contingentaires de 60 à 75 % (20 à 25 % par an). Reste à s'entendre sur les produits qui feront chaque année l'objet des mesures prévues par l'accord.

2°) Toutefois, la CEE ne peut envisager une telle libération que si elle obtient une clause de sauvegarde efficace, semblable à celles qui existent actuellement au Benelux et en France. Les Six veulent être certains de pouvoir rapidement arrêter les importations au cas où leur marché serait gravement perturbé. Le Japon n'a pas refusé l'idée d'une clause de sauvegarde, mais c'est la notion de discrimination qui gêne Tokyo. Les négociateurs japonais souhaiteraient que les Six se contentent de l'article XIX du GATT, ce qui paraît tout à fait insuffisant aux Six.

3°) Les Six accordent au moins autant d'intérêt aux arrangements qui pourraient intervenir avec Tokyo en ce qui concerne la suppression des obstacles non-tarifaires aux échanges, particulièrement importants au Japon (réglementations techniques, douanières, pratiques administratives, etc...).

4°) Enfin les deux délégations doivent s'entendre sur le volet juridique de l'accord, c'est-à-dire essentiellement sur la création du Comité mixte chargé de gérer l'accord et dont le rôle, de l'avis des Six, devrait être capital en matière de libéralisation des échanges.

PREFERENCES GENERALISEES. - Les Six ont transmis la semaine dernière à l'OCDE (où les pays riches concertent leurs attitudes) des offres améliorées en ce qui concerne les préférences généralisées sur les produits manufacturés et semi-manufacturés en faveur des pays en voie de développement. Ces offres améliorées ne seront valables que dans la mesure où les autres grands pays industrialisés consentiront des efforts comparables. A Bruxelles, on considère en effet que les "anciennes" propositions étaient déjà plus avantageuses pour les pays en voie de développement que celles qui avaient été faites par la plupart des autres pays, notamment les Etats-Unis.

C'est en matière agricole (produits transformés) que la CEE offre des avantages nouveaux : baisses tarifaires supplémentaires pour certains postes, addition de douze produits à la liste initiale de réductions tarifaires (représentant \$ 13 millions d'importation). La Communauté confirme également qu'elle maintient les produits textiles dans ses propositions (alors que les USA par exemple veulent en faire une exception). Par ailleurs, les Six ont clarifié le système de plafonnement des importations qu'ils ont imaginé (et qui leur permet de ne présenter aucune exception).

E U R O F L A S H

- P. 18 - BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - Belgique: SONAMUR est filiale de SONALEX. France: KULLGRENS ENKA A/B s'installe à Paris; Création de SELICOMI; GRANDS TRAVAUX DE MARSEILLE et EURAFREP développent G.T.M. MINES; Création de HOLDING VICAT; Concentration au profit de ETS DERVILLE; Les apports d'UNION INDUSTRIELLE DE CREDIT à FINANCIERE SOFAL. Grande-Bretagne: GRONTMIJ ouvre une succursale à Godalming/Surrey. Italie: NAZIONALE SVILUPPO IMPRESE INDUSTRIALI devient actionnaire de FINANZIARIA PER OPERE PUBBLICHE & IMPRESE INDUSTRIALI et de CALCI & CEMENTI DI SEGNI. Pays-Bas: KEMLEY COOPMAN HOLDING appartient à TOWN & CITY PROPERTIES; BOUW-EXPORT est à capital allemand.
- P. 20 - CHAUSSURE - Suisse: CHAUSSURES SEDUCTA CHARLES JOURDAN s'installe à Zurich.
- P. 20 - CHIMIE - Belgique: ADM BRUSSELS est filiale d'ARCHER DANIELS MIDLAND; RHONE-POULENC simplifie certains intérêts au profit de SODIPAS. Italie: Accord réciproque de licence MONTECATINI-EDISON/SÜDDEUTSCHE KALK-STICKSTOFFWERKS; Concentration au profit de VENEZIANI ZONCA VERNICI. Pays-Bas: Association germano-néerlandaise dans SCHUILING METAAL CHEMIE; CHEMISCHE WERKE HÜLS prend le contrôle de CHEMISCHE FABRIEK SERVO; PURLE BROTHERS (HOLDINGS) s'installe à Amsterdam.
- P. 21 - CINEMA - Allemagne: CINEMA INTERNATIONAL CORP. appartient à GULF & WESTERN INDUSTRIES. Belgique: NOUVELLE PATHE-CINEMA simplifie certains intérêts au profit de PATHE-CINEMA.
- P. 22 - COMMERCE - Belgique: USINES SARTHA passe sous le contrôle de LA REDOUTE A ROUBAIX; CEPELIA transforme en filiale sa succursale de Bruxelles.
- P. 22 - CONSTRUCTION AERONAUTIQUE - Allemagne: DORNIER se défait de ses intérêts dans DEUTSCHE AIRBUS.
- P. 23 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne: Création de DEUTSCHE TTT HANDELSGES. France: SODETEG prend le contrôle absolu de RECHERCHES TECHNIQUES & INDUSTRIELLES. Italie: FINMECCANICA devient majoritaire dans ANSALDO SAN GIORGIO, CIA GENERALE.
- P. 24 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: BUCHERER de Zurich installe deux filiales à Francfort; CINCINNATI MILACRON réorganise sa filiale d'Offenbach; Les accords THE PLESSEY/APPARATEBAU GAUTING; KLOCKNER-WERKE prend le contrôle de MASCHINENFABRIK A. BEIEN; MASCHINENFABRIK STROMAG reprend une usine de PINTSCH BAMAG. Autriche: BIMA-MASCHINEN et MEWA MECHANISCHE WEBEREI ALTSTADT sont à capital allemand; MAN devient indirectement actionnaire d'ÖSTERREICHISCHE AUTOMOBIL-FABRIKS.

Belgique : CININNATI MILACRON réorganise sa filiale de Bruxelles ; VOITH négocie la prise de contrôle de PEGARD - Espagne : ETS P. BERTHOUD s'installe à Madrid - France : Constitution définitive de SWINGLINE EUROPA ; SILENT GLISS INTERNATIONAL s'installe à St-Maur-des-Fossés/Val de Marne ; SAMACETA passe sous le contrôle de GENERAL BINDING ; Poursuite de la concentration A.N.F./FRANGECO/CODER. Grande-Bretagne : UNIVERSAL HOLLAND ouvre une succursale indirecte à Stockport/Ches. - Italie : SILENT GLISS INTERNATIONAL prépare son installation à Milan ; METO ITALIA est filiale de DYMO INDUSTRIES ; ULTRASONIC MACHINES s'installe à Milan ; EPUREX ITALIA est à capital suisse. Pays-Bas : SCHWANK s'installe à Beusichem ; SCHINDLER & CIE devient actionnaire de VAN STRAATEN HOLDING.

- P. 28 - EDITION - Belgique : Réorganisation des activités de STE D'EDITIONS PERIODIQUES - Pays-Bas : SAMSON LEERSYSTEMEN est filiale d'INFORMATIE & COMMUNICATIE UNIE .
- P. 29 - ELECTRONIQUE - France : KINGS ELECTRONICS s'installe à Paris ; Les accords MACGREGOR-COMARAIN/ECA-AUTOMATION ; INFOREX s'installe à Paris ; IDET-CEGOS prend le contrôle de CENTRE POUR L'ETUDE DE LA GESTION PAR L'INFORMATIQUE.
- P. 30 - FINANCE - Allemagne : MORGAN GUARANTY TRUST ouvre une succursale à Düsseldorf - Belgique : MANUFACTURERS HANOVER TRUST prend le contrôle de BANQUE D'ESCOMPTE & DE TRAVAUX ; ROHRER, HIBLER & REPLOGLE INTERNATIONAL ouvre une succursale à Bruxelles ; COBEPA reçoit 20 % dans BANQUE DE PARIS & DES PAYS BAS-BELGIQUE - France : BANCO POPULAR ESPANOL ouvre une succursale à Lyon ; CREDIT SUISSE devient actionnaire d'EUROGESTOR - Italie : Négociations I.O.S./I.M.I. ; FRANGI est filiale de FIDUCIARIA SAN PAOLO - Luxembourg : RYCON et CONRY sont filiales de LONCOM ; DE LUXE est filiale de BANQUE DU BENELUX-LA LUXEMBOURGEOISE - Pays-Bas : BANQUE DE PARIS & DES PAYS BAS réorganise sa filiale de portefeuille d'Amsterdam ; NED. CREDIETBANK reprend les actifs bancaires de BANK VOOR HANDEL & SCHEEPVAART ; Création de COOPERATIEVE RAIFFEISEN-BOERENLEENBANK.
- P. 32 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne : H.J. HEINZ s'installe à Düsseldorf ; KELLOG développe sa filiale de Brême ; Nouvelle filiale pour DORTMUNDER UNION BRAUEREI ; RUDOLF A. OETKER prend 34 % dans BAUMGERTENS BRAUEREI ALLERSHEIM . Argentine : ALIMENTARI CONSERVATI s'installe à Buenos-Aires - Autriche : Concentration au profit d'ESKIMO-IGLO ; ARGUS KÄSEPRODUKTE IMPORT-EXPORT est à capital italien - Belgique : SELAF BELGIQUE et SA PAUL DESBONNETS sont à capital français - Italie : LA TAVOLA TEDESCA est à capital allemand. Luxembourg : AFRIMA appartient indirectement à BRASSERIES & GLACIERES DE L'INDOCHINE - Pays-Bas : BISCUIT- & BANKETFABRIEK NOBO passe sous le contrôle d'I. T. T.

- P. 35 - METALLURGIE - Allemagne : THYSSEN absorbe MAGNESITAL - Autriche : Association austro-allemande dans REFLEXA-WERK ALBRECHT-PICHLER ; Belgique : KAISER REFRACTORIES EUROPE est filiale de KAISER ALUMINUM & CHEMICAL ; CEFILAC ouvre une succursale à Bruxelles - France : Rapprochement PECHINEY/UGINE KUHLMANN ; SILVER EUREKA et WESTFIELD MINERALS deviennent actionnaires de CHENI ; SCHMIDT & CLEMENS EDELSTAHLWERK ouvre une succursale à Nancy - Suisse : Association franco-suisse dans LIOSAPLAST.
- P. 36 - PAPIER - Espagne : RENKER prend le contrôle absolu de sa filiale de Burgos. France : Les apports de BEGHIN à CELPHAR
- P. 37 - PETROLE - Belgique : JOHAN HALTERMANN s'installe à Anvers - Grande-Bretagne : Association franco-nippo-britannique dans BUNDUQ C° ; Luxembourg : TEXACO ferme REGENT OIL - Suisse : JOHANN HALTERMANN s'installe à Chur.
- P. 38 - PHARMACIE - Espagne : LABORATOIRES FOURNIER prend le contrôle de son affiliée LABOTORIOS MABURU - France : UGINE KUHLMANN devient actionnaire de LABORATOIRES FOURNIER FRERES - Italie : BIO-RAD LABORATORIES s'installe à Milan. Pays-Bas : AEC NEDERLAND appartient à RHONE POULENC.
- P. 39 - PLASTIQUES - Allemagne : KINZING OBERFLÄCHEN CHEMIE passe sous le contrôle de METZELER.
- P. 39 - PUBLICITE - France : CABBAC est à capital suisse ; Rapprochement SYNODIS/NOUVELLE SYNERGIE PUBLICITE ; Les projets d'OGILVY & MATHER ; Concentration au profit de PROMOPERATIONS.
- P. 40 - TEXTILES - Allemagne : GEBR. DEKKERS est à capital néerlandais ; Concentration au profit de GOLD-ZACK-WERKE - France : BLOCH & BEHRENS A/S ouvre une succursale à Tourcoing ; Réorganisation chez PROCEDES SUBLISTATIC - Italie : AMERICAN UNIFORM s'installe à Atripalda Avellino.
- P. 41 - TRANSPORTS - Belgique : CAMIONS INTERIM est filiale de BRUXELLOISE D'AUTO TRANSPORT, comme BENELUX AUTO TRANSPORT ; MOORE & McCORMACK ferme sa filiale de Bruxelles ; Association AGENCE MARITIME INTERNATIONALE/EDMOND DEPAIRE dans A.M.I. AIR FREIGHT - Costa-Rica : Les intérêts de KON. NED. STOOMBOT MIJ. dans CENTRO AMERICANA DE NAVIGACION - France : TRANSAIRCO absorbe STE AERO SERVICE. Grande-Bretagne : EURO-WEST TRUCKING SERVICES ouvre une succursale à Felixtowe/Suffolk - Union Sudafricaine : SCHEEPVAART & STEENKOLEN-MIJ. se défait de certains intérêts.
- P. 42 - DIVERS - France : FIESSLER FRANCE est à capital allemand (bijouterie) Luxembourg : Association dano-luxembourgeoise dans LUDENTA (propriété industrielle).

BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS

(579/18) Animé par M. B.D. East, le groupe immobilier de Londres TOWN & CITY PROPERTIES LTD (cf. n° 567 p.21) a renforcé ses intérêts aux Pays-Bas en créant à Amsterdam la société de promotion KEMLEY COOPMAN HOLDING MIJ. N.V. (capital de Fl. 100.000), directement contrôlée par la filiale KEMLEY THIRLBY SECURITIES LTD (Nassau/Bahamas), et en la dotant elle-même d'une filiale, MIJ. VOOR STADSONTWIKKELING & CITYPLANNING-STADCIPLAN N.V. (capital de Fl. 0,5 million).

Cette dernière, dirigée comme sa société-mère par MM. R.A. Coopman (Londres) et A. Teixiera de Mattos (Oosterbeek), a pour second actionnaire (50 %) la filiale de portefeuille TOWN & CITY NEDERLAND N.V. (Amsterdam).

(579/18) Membre du groupe suédois INVESTMENT A/B SKANSEN LEJONET (Göteborg), l'entreprisede matériaux de construction (notamment granit et marbre) KULLGRENS ENKA A/B (Uddevalla) a étoffé ses intérêts chez les Six (une filiale sous son nom en Italie) avec l'installation d'une filiale commerciale sous son nom à Paris (capital de F. 100.000) que gere M. S.V. Wennberg.

(579/18) La compagnie néerlandaise de promotion immobilière GRONTMIJ N.V. -GRONDVERBETERING- & ONTGINNINGMIJ. de De Bilt (cf. n° 507 p.21) a pris pied en Grande-Bretagne en ouvrant à Godalming/Surrey une succursale dirigée par MM. J.J. Esterfof, A.P.T. Van Pol et C. de Waal.

(579/18) Le groupe financier de Milan STA NAZIONALE SVILUPPO IMPRESE INDUSTRIALI SpA (cf. n° 575 p.26) a pris une importante participation minoritaire - à travers sa filiale de portefeuille SVILUPPO INTERNATIONAL SA de Luxembourg (cf. n° 514 p.27) - dans les entreprises de Rome STA FINANZIARIA PER OPERE PUBBLICHE & IMPRESE INDUSTRIALI SpA et CALCI & CEMENTI DI SEGNI SpA (cf. n° 422 p.14), présidées jusqu'ici par M. Riccardo Parodi Delfino (démissionnaire) et au conseil desquelles il sera représenté par MM. Spada, L. Micangeli et Giovanni Balella.

(579/18) Des intérêts allemands portés par M. Hans H. Nütten (Bielefeld) et Mme H. Klare (Bünde/Westf.) ont été à l'origine aux Pays-Bas (Dinxperlo) de la firme d'import-export de matériaux de construction BOUW-EXPORT N.V. (capital de Fl. 25.000), que dirige M. Wilhelm Langhorst (Bünde-Holsen).

(579/19) Une association entre les sociétés immobilières de Paris UNICOFIN-FRANCE SA et de Genève CREDIT IMMOBILIER POUR L'ETRANGER SA a donné naissance en France à la STE EUROPEENNE DE LOCATION D'IMMEUBLES COMMERCIAUX & INDUSTRIELS-SELICOMI SA (Versailles/Yvelines) au capital de F. 10 millions, que préside M. Henri Célier.

(579/19) Les compagnies de Paris GRANDS TRAVAUX DE MARSEILLE SA (cf. n° 574 p.26) et EURAFREP-STE DE RECHERCHE & D'EXPLOITATION DE PETROLE SA ont décuplé à F. 6 millions le capital de leur filiale commune (60/40) G.T.M. MINES Sarl, créée début 1970 au capital de F. 600.000.

EURAFREP a une participation de 15,6 % dans GRANDS TRAVAUX DE MARSEILLE à qui elle a récemment (cf. n° 504 p.28) rétrocédé son contrôle sur l'UNION FINANCIERE DE PARTICIPATIONS & DE PLACEMENTS-UFIPA SA.

(579/19) L'entreprise belge de matériaux de construction en aggloméré SONALEX Sprl (Waregem) s'est donnée une filiale à Malonne, SONAMUR SA (capital de F. 45 millions), avec pour associée minoritaire (22,2 %) la S.N.I.-STE NATIONALE D'INVESTISSEMENT SA de Bruxelles (cf. n° 571 p.42).

(579/19) Le groupe français STE DES CEMENTS VICAT SA de Grenoble (cf. n° 577 p.17) s'est donné une filiale de portefeuille, HOLDING VICAT SA (Grenoble) au capital de F. 11,3 millions, que préside Mme Yvette Merceron-Vicat.

VICAT a dernièrement formé à Paris les entreprises de génie civil STE MEDITERRANEENNE DE TRANSPORTS & TERRASSEMENTS et STE NANCEIENNE DE TRAVAUX SA.

(579/19) Affiliée notamment à l'entreprise de Rome SA INDUSTRIALE MARMI D'ITALIA-SAIMI, la firme de marbrerie, peinture en bâtiment et exploitation de carrières ETS DERVILLE SA de Paris (capital de F. 2,5 millions) a négocié l'absorption de la société LES MARBRES FRANCAIS SA (Jeumont/Nord) au capital de F. 3,2 millions, ce qui lui permettra de porter à F. 30 millions son chiffre d'affaires annuel.

(579/19) Affiliée pour 45,81 % à la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE SA de Paris (groupe SCHNEIDER SA - cf. n° 574 p.27), la société de crédit immobilier et pour l'équipement professionnel U.I.C.-UNION INDUSTRIELLE DE CREDIT SA (cf. n° 494 p.28) a fait apport d'un immeuble sis à Paris (évalué à F. 13,1 millions) à la STE FINANCIERE SOFAL POUR FAVORISER L'ACQUISITION DE LOGEMENTS & L'AMELIORATION DE L'HABITATION SA (Paris). Celle-ci, à laquelle U.I.C. est liée par des participations croisées minoritaires, a en conséquence élevé son capital à F. 27,5 millions.

CHAUSSURE

(579/20) Passée en 1969 sous le contrôle du groupe américain GENESCO INC. de Nashville/Tenn. (cf. n° 557 p.15), la manufacture française de chaussures de luxe pour dames STE DES CHAUSSURES SEDUCTA CHARLES JOURDAN & FILS SA de Romans/Drôme (cf. n° 519 p.20) s'est donnée à Zurich une filiale commerciale, CHARLES JOURDAN AG (capital de FS. 0,4 million), que dirige M. Hanspeter Hostettler.

CHIMIE

(579/20) Avec la participation symbolique de ses filiales ARCHER DANIELS MIDLAND INTERNATIONAL SA (Decatur/Ill.) et ADM MILLING C° (Decatur), le groupe chimique américain (résines, peintures, encres, huiles, plastifiants, etc...) ARCHER DANIELS MIDLAND C° de Minneapolis/Minn. (cf. n° 562 p.19) a formé à Bruxelles la société de vente ADM BRUSSELS SA (capital de FB. 1 million), dont les premiers administrateurs sont MM. L. Andreas, D. Walker et A. Langsdorf.

Largement implanté chez les Six, le groupe américain était absent de Belgique depuis qu'il avait rétrocédé en 1967 sa participation de 50 % dans l'entreprise de dérivés industriels de corps gras OLEOCHIM SA de Bruxelles (cf. n° 539 p.21) au groupe ASHLAND OIL & REFINING C° (Ashland/Ky.).

(579/20) L'association conclue début 1970 aux Pays-Bas (cf. n° 547 p.19) entre le groupe de Francfort METALLGESELLSCHAFT AG (cf. n° 574 p.27) et la filiale SCHUILING GIETERIJ BENODIGHEDEN N.V. (Hengelo) du groupe W.J. SCHUILING'S HANDELSONDERNEMING N.V. (cf. n° 564 p.26) pour la fabrication d'additifs chimiques pour fonderie a donné lieu à la création à Hengelo d'une filiale paritaire, SCHUILING METALL CHEMIE N.V. (capital de Fl. 1,8 million).

(579/20) Une rationalisation des intérêts à Bruxelles du groupe français RHONE POULENC SA (cf. n° 577 p.22) s'est traduite par l'absorption de l'OMNIUM BELGE D'INTERETS FINANCIERS-OMNIFI SA par la SODIPAS-STE DE DIFFUSION DE PRODUITS ARTIFICIELS & SYNTHETIQUES SA (cf. n° 462 p.47). Celle-ci, que contrôlait à 90 % la société absorbée, a élevé en conséquence son capital à FB. 5 millions.

En Belgique, RHONE POULENC est également intéressé pour 40 %, aux côtés des groupes américain PHILLIPS PETROLEUM C° de Bartlesville/Okla. (cf. n° 578 p.43) pour 40 % et belge PETROFINA SA de Bruxelles (cf. n° 576 p.20) pour 30 % dans l'entreprise de polyéthylène haute densité POLYOLEFINS N.V. de Scheldelaan/Anvers (cf. n° 418 p.27).

(579/21) Le groupe de produits chimiques, dérivés du glucose et alimentaires KON. SCHOLTEN-HONIG N. V. d'Amsterdam et Amersfoort (cf. n° 568 p.21) a négocié la cession de sa filiale de produits anioniques, non-ioniques et surfactants cationiques pour détergents, textiles, cuirs, vernis, cosmétiques, bactéricides, etc... N.V. CHEMISCHE FABRIEK SERVO de Delden (cf. n° 255 p.23) à l'entreprise allemande CHEMISCHE WERKE HÜLS AG de Marl (cf. n° 571 p.23).

Licenciée notamment de la Division NUODEX (Elizabeth/N.J.) du groupe TENNECO CORP. INC. de Houston/Tex. (cf. n° 569 p.36) pour ses produits additifs pour peintures et vernis, la firme de Delden occupe quelque 300 personnes. Sa nouvelle compagnie-mère appartient pour 50 % au holding CHEMIE-VERWALTUNG AG de Francfort, lui-même contrôlé pour moitié par les groupes VEBA-VEREINIGTE ELEKTRICITÄTS & BERGWERKS AG de Bonn et Berlin (cf. n° 570 p.21) et FARBENFABRIKEN BAYER AG de Leverkusen (cf. n° 578 p.21).

(579/21) Spécialiste au Royaume-Uni du traitement chimique et mécanique de déchets industriels, la société PURLE BROTHERS (HOLDINGS) LTD de Rayleigh/Essex (cf. n° 560 p.34) a installé à Amsterdam une antenne commerciale, PURLE BROTHERS INTERNATIONAL N.V. (capital de Fl. 5.000), que dirigent MM. P.C. Anninos, J.D. Irlam et A.W. Morgan.

(579/21) Un accord de licence réciproque et non exclusif a été conclu dans le domaine des stabilisants de formaldéhydes par dérivés guanaminiques entre le groupe de Milan MONTECATINI EDISON-MONTEDISON SpA (cf. n° 575 p.34) et la firme allemande SÜDDEUTSCHE KALKSTICKSTOFFWERKE AG de Trostberg/Obb. (cf. n° 561 p.39), filiale 70/30 du holding public VIAG-VEREINIGTE INDUSTRIE-UNTERNEHMUNGEN AG de Bonn (cf. n° 571 p.41) et du groupe de Francfort FARBWERKE HOECHST AG (cf. n° 576 p.49).

(579/21) Une concentration négociée entre les entreprises de produits chimiques, laques, vernis et colorants de Trieste COLORIFICIO VENEZIANI GIOACHINO SpA et ZONCA INDUSTRIE CHIMICHE SpA s'est effectuée au profit de la première qui, transformée en VENEZIANI ZONCA VERNICI SpA, portera son capital à Li. 750 millions.

CINEMA

(579/21) Le conglomérat de New York GULF & WESTERN INDUSTRIES INC. (cf. n° 574 p.39) a élargi ses intérêts chez les Six dans le domaine de la production, location et distribution cinématographique (cf. n° 578 p.26) avec la constitution à Francfort de la société CINEMA INTERNATIONAL CORP. GmbH (capital de DM. 200.000), placée sous la direction de MM. Lutz Scherer (Francfort) et R.N. Edwards (Amsterdam), et directement contrôlée par la filiale PARAMOUNT PICTURES CORP. (New York).

(579/22) Procédant à une rationalisation de ses intérêts à Bruxelles, le groupe de production et distribution cinématographique STE NOUVELLE PATHE-CINEMA SA de Paris (cf. n° 533 p.26) a fait absorber la société EMPIRE PATHE SA par sa filiale LES GRANDS PALAIS D'ATTRACTION PATHE-FRERES SA. Transformée en PATHE CINEMA SA, celle-ci a porté son capital à FB. 4 millions en rémunération d'actifs évalués (bruts) à FB. 11,2 millions.

A Bruxelles, le groupe français a deux autres filiales, LES GRANDS THEATRES SA et PATHE CONSORTIUM CINEMA SA.

COMMERCE

(579/22) Première entreprise française de vente par correspondance, LA REDOUTE A ROUBAIX SA de Roubaix (cf. n° 569 p.39) s'est assurée le contrôle à 95 % de la firme belge de la branche USINES SARTHA Pvba (Lier/Anvers). Forte de 60 employés, celle-ci réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de FB. 50 millions; celui de sa nouvelle compagnie mere s'est établi à F. 750,4 millions en 1969.

(579/22) La coopérative polonaise de commerce extérieur CEPELIA-SPOLDZIELCZE PRZEDSIĘBIORSTWO HANDLU ZAGRANICZNEGO (Varsovie) a transformé en filiale sous le nom de CEPELIA SA (capital de FB. 1 million) sa succursale de Schaerbeek-Bruxelles.

Elle y a pour associées symboliques les compagnies CEPELIA CORP. (New York), COOPEXIM SPOLDZIELCZE PRZEDSIĘBIORSTWO HANDLU ZAGRANICZNEGO (Varsovie); ARS POLONA CENTRALA HANDLU ZAGRANICZNEGO (Varsovie), BIURO HANDLU ZAGRANICZNEGO (Varsovie) et PSAL SA d'Anvers (cf. n° 477 p.30).

CONSTRUCTION AERONAUTIQUE

(579/22) La compagnie aéronautique allemande DORNIER GmbH de Friedrichshafen (cf. n° 555 p.27) va céder sa participation de 20 % dans la firme de Munich DEUTSCHE AIRBUS GmbH (cf. n° 500 p.21) - qui supporte 45 % des frais de construction de l'avion de transport européen "Airbus A 300" (cf. n° 469 p.22) - à ses principaux associés dans cette affaire : 1) le groupe de Munich-Ottobrunn M.S.B.-MESSERSCHMITT-BÖLKOW-BLOHM GmbH (cf. n° 567 p.25); 2) la compagnie ZENTRAL-GESELLSCHAFT V.F.W.-FOKKER GmbH de Brême (cf. n° 569 p.21), où le groupe d'Amsterdam FOKKER-VFW N.V. est intéressé pour 50 %.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(579/23) Les intérêts en République Fédérale (cf. notamment n° 575 p. 23 et 549 p. 25) du groupe de New York I.T.T. -INTERNATIONAL TELEPHONE & TELEGRAPH CORP. (cf. n° 572 p. 19) se sont enrichis à Cologne d'une filiale de vente en gros de matériel électrique grand public, appareillages de radio, acoustique, éclairage, etc..., DEUTSCHE ITT HANDELSGESELLSCHAFT mbH (capital de DM. 20.000), dirigée par MM. G. Buhmann (Hanovre) et M. Classen (Stuttgart).

La nouvelle affaire a aussitôt pris le contrôle à Oldenburg de la firme de distribution en gros de matériels électriques ELEKTRO-FREUND, FRIED. FREUND KG dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à DM. 30 millions, et qui vient ainsi étoffer le réseau des entreprises commerciales récemment rachetées par le groupe : ELEKTRO-GROSSHANDLUNGEN HAGER (Dortmund), LIEDTKE & WIELE (Hannover) et RADIO-GROSSHANDLUNG JOSEPH SCHIFFER (Braunschweig).

(579/23) En vertu d'un accord conclu à Gênes entre le groupe public I.R.I. -ISTITUTO PER LA RICOSTRUZIONE INDUSTRIALE SpA (Rome) et ses associés FIAT SpA (Turin) et C.G.E. -CIA GENERALE DI ELETTRICITA' SpA de Milan (groupe GENERAL ELECTRIC C° de New York - cf. notamment n° 565 p. 24), la filiale FINMECCANICA SpA (cf. n° 567 p. 29) du premier détiendra désormais le contrôle de l'entreprise de matériel électromécanique et électrotechnique lourd. ASGEN-ANSALDO SAN GIORGIO, CIA GENERALE SpA (cf. n° 405 p. 26), dont FIAT et C.G.E. resteront actionnaires minoritaires.

(579/23) Poursuivant la réorganisation de ses intérêts (cf. notamment n° 577 p. 30), la compagnie THOMSON C.S.F. SA de Paris (groupe CIE FRANCAISE THOMSON-HOUSTON-HOTCHKISS-BRANDT SA - cf. n° 578 p. 29) a fait apport de sa participation de 40 % dans la STE DE RECHERCHES TECHNIQUES & INDUSTRIELLES-S.R.T.I. SA (Boulogne/Hts-de-Seine) à sa compagnie-soeur SODETEG STE D'ETUDES TECHNIQUES & D'ENTREPRISES GENERALES, qui en a ainsi le contrôle absolu.

Par ailleurs, elle a fait reprendre par sa filiale THOMSON-CSF AUDIO-VISUEL T.A.V. SA (cf. n° 563 p. 21) les actifs (antennes auto-radio, télévision, etc..) de la SEFARA-STE POUR L'ETUDE & LA FABRICATION D'ACCESSOIRES RADIO-ELECTRIQUES & D'AUTOMOBILES SA de Boulogne/Hts-de-Seine (cf. n° 349 p. 23), en liquidation.

CONSTRUCTION MECANIQUE

(579/24) Animée à Berne par M. Konrad Bratschi, l'entreprise de rails pour rideaux SILENT GLISS INTERNATIONAL SA a formé, avec pour gérant M. Christian Poulain, la société SILENT GLISS FRANCE Sarl (Saint-Maur-des-Fossés/Val-de-Marne) au capital de F. 100.000, chargée de reprendre à la firme ETS FOUASSE Sarl (Paris) la distribution en France de ses fabrications. Elle s'apprête à effectuer la même opération en Italie où sa représentation, jusqu'ici du ressort de la société RABALDI Srl, sera confiée à une filiale en voie de constitution, SILENT GLISS ITALIA Srl, dont le gérant sera M. Karl Minder.

La fondatrice dispose dans le monde de nombreuses filiales ou affiliées commerciales : en Suisse F.J. KELLER & C° (Lyss); en République Fédérale SILENT GLISS GmbH (Weil-am-Rhein), dont le capital a été récemment porté à DM. 200.000; MEVA SILENT-GLISS N.V. (Amsterdam); en Autriche SILENT GLISS AUSTRIA GmbH (Seltkirch); SILENT GLISS A/B DENMARK (Copenhague); SILENT GLISS LTD (Margate/Kent); NORSE SILENT GLISS A/S (Oslo); SILENT GLISS A/B SVERIGE (Malmö); et SILENT GLISS & C° (Freeport/Ill.). Elle possède aussi des comptoirs de vente au Canada, Australie, Thaïlande et République Sudafricaine, et elle a conclu des accords de représentation avec les firmes L.L. GONDROY (Bruxelles), CAPESEIUS & REDING (Hesperingen/Luxembourg), LIITINOY A/B (Helsinki), G.O. PAPATHANASSION (Athènes) et LESINA (Ljubljana).

(579/24) Spécialiste de machines pour le lavage des véhicules, l'entreprise britannique ULTRASONIC MACHINES LTD de Slough/Bucks. (cf. n° 578 p.24) a renforcé ses intérêts commerciaux chez les Six avec la création d'une filiale à Milan, ULTRASONIC MACHINES (ITALIA) SpA (capital de Li. 3 millions), présidée par M. Peter Lutz Bobath.

La fondatrice est présente au Benelux avec des filiales de vente sous son nom à Amsterdam et Bruxelles.

(579/24) Passée dernièrement sous le contrôle absolu du groupe de New York AMERICAN BRANDS INC. (cf. n° 575 p.34), l'entreprise de clou-teuses, agrafeuses, riveteuses et matériels périphériques pour ordinateurs SWINGLINE INC. de New York (cf. n° 572 p.24) a définitivement installé sa filiale de Paris SWINGLINE EUROPA Sarl (capital de F. 50.000), dont le gérant est M. George Shey. Elle a pour associées dans cette affaire, chargée de la coordination de ses intérêts en Europe, ses filiales SPOTNAILS INC. (Long Island City/N.Y.) et MARSON CORP. (Chelsea/Mass.) avec 2 % chacune.

La fondatrice, qui est représentée dans tous les pays du continent européen, avait déjà en France une filiale de fabrication d'attaches métalliques industrielles, SWINGLEM SA (Fontaine-les-Luxueil/Hte Saône), en association paritaire avec l'entreprise locale LEMAIRE & CIE Snc.

(579/25) Connue pour ses radiateurs à gaz et à infrarouge, appareils de séchage et chauffage, etc..., la firme de Cologne SCHWANK GmbH (cf. n° 561 p.25) a pris pied aux Pays-Bas en y créant une filiale industrielle, SCHWANK NEDERLAND N.V. (Beusichem) au capital de Fl. 0,75 million, dirigée par M. P.G. van den Hoogen (Utrecht), associé minoritaire.

(579/25) La société française de matériels agricoles (atomiseurs, pulvérisateurs, poudreuses, soufreuses, distributeurs d'engrais, etc...) ETS P. BERTHOUD SA (Belleville/Rhône) s'est donnée une filiale à 50 % à Alcobendas-Madrid, BERTHOUD IBERICA SA (capital de Ptas 4 millions).

(579/25) L'entreprise allemande de machines GEBR. BIEDERMANN KG (Hechingen) a fondé à Vienne une filiale commerciale, BIMA-MASCHINEN- & BETRIEBSEINRICHTUNGS GmbH (capital de Sh. 100.000), que dirigent MM. Friedrich Biedermann et F. Flöser.

(579/25) Représenté jusqu'ici en Italie par la firme COMET-S.A.R.A. Srl (Concagno/Como), le groupe américain de machines d'emballages et marqueuses automatiques sur étiquettes DYMO INDUSTRIES INC. de Bekerley/Cal. (cf. n° 481 p.24) s'est donné à Milan une filiale commerciale propre, METO ITALIA SpA (capital de Li. 12 millions), que préside M. Claude L. Ganz (Lausanne), et où il a pour associée minoritaire sa filiale allemande METO GES. OSKAR KIND mbH (Hirschhorn/Neckar).

Passée en 1966 sous le contrôle du groupe américain (cf. n° 341 p.21), cette dernière assure l'approvisionnement des diverses filiales en Europe, notamment à St-Niklaas/Belgique, Boulogne-sur-Seine/France, Lausanne/Suisse, etc...

(579/25) Chargée depuis 1960 de la commercialisation en Europe des machines pour carton ondulé et emballage plastique produites à Almelo par la société UNIVERSAL HOLLAND N.V. (cf. n° 531 p.29), filiale de la compagnie américaine UNIVERSAL CORRUGATED BOX MACHINERY CORP. (Cranford/N.J.), la firme suisse UNIVERSAL CORRUGATED BOX MACHINERY EXPORT CORP. AG (Zug) a ouvert une succursale au Royaume-Uni (Stockport/Ches.), avec M. Albert Bell pour fondé de pouvoirs.

(579/25) Les intérêts chez les Six du groupe suisse d'élévateurs et ascenseurs AUFZÜGE & ELEKTROMOTORENFABRIK SCHINDLER & CIE AG d'Ebikon/Lucerne (cf. n° 542 p.26) ont été élargis aux Pays-Bas avec la prise - à travers sa filiale SCHINDLER-HOLDING AG (anc. PARS-FINANZ AG - cf. n° 518 p.22) - d'un intérêt dans le groupe VAN STRAATEN HOLDING N.V.

Ce dernier coiffe les firmes d'ascenseurs de La Haye J.C. VAN STRAATEN'S LIFTEN & MACHINEFABRIEK N.V. (285 employés) et d'Amsterdam LIFTWERK N.V. (35 personnes).

(579/26) Le groupe américain de machines de bureau (à relier, plastifier, etc...) GENERAL BINDING CORP. (Northbrook/Ill.) s'est assuré le contrôle à Paris de son distributeur, la société SAMACETA SA, qui compte désormais comme administrateurs son propre président, William N. Lane, ainsi que MM. J. Kuhn (Winnetka/Ill.) et H. David, directeur de la filiale suisse GBC MANUFACTURING CORP. SA (Frienbach/Schwyz).

GENERAL BINDING, tout en ayant récemment dissout la filiale qu'il avait sous son nom à Vienne, possède un important réseau de filiales commerciales en Europe : GENERAL BINDING (NEDERLAND) N.V. (Haarlem), GBC BUREAU & BINDEMASCHINEN GmbH (Stuttgart), GENERAL BINDING CORP. ITALIA Srl (Milan), GENERAL BINDING C° LTD (Camberley/Surrey), etc...

(579/26) Des négociations en cours en Belgique entre le groupe mécanique allemand J.M. VOITH GmbH de Heidenheim/Benz (cf. n° 541 p. 35) et la firme de machines-outils d'Andenne/Namur SA PEGARD (cf. n° 432 p. 27) portent sur la prise du contrôle de celle-ci par la filiale VOITH-GETREIBE KG de celle-ci. Déjà liée avec la filiale O. DOERRIES GmbH (Duren) de VOITH par des accords de sous-traitance pour transmissions hydrodynamiques, PEGARD (capital de FB. 59,8 millions), qui est affiliée notamment pour 11,3 % à la S.N.I. -STE NATIONALE D'INVESTISSEMENT SA (Bruxelles), escompte un chiffre d'affaires de FB. 250 millions pour 1970.

PEGARD a été liée jusqu'à juin 1970 par un accord d'assistance technique avec la compagnie LA BRUGEOISE & NIVELLES SA (cf. n° 545 p. 33), qui n'a pas levé, fin mars 1970, une option lui permettant d'y obtenir une minorité de contrôle en reprenant notamment la participation de la société suisse de portefeuille ERLUC AG (Glarus). De son côté, le groupe américain KEARNEY & TRECKER CORP. de Milwaukee (cf. n° 423 p. 23) avait récemment cherché, mais sans résultat, à y détenir une participation.

(579/26) L'entreprise allemande de machines et matériels textiles MEWA MECHANISCHE WEBEREI ALTSTADT (Bottrop et Munich) a créé sous son nom une filiale commerciale en Autriche (Hennerdorf), au capital de Sh. 200.000 et dirigée par Mme K. Draub (Wiesbaden).

(579/26) Affiliée à Vienne du groupe MAN-MASCHINENFABRIK AUGSBURG-NÜRNBERG AG (cf. n° 578 p. 26), la société AUSTRO-MAN FAHRZEUG-VERTRIEBSGESELLSCHAFT mbH est devenue actionnaire de l'entreprise de camions et mécanique lourde O.A.F. -ÖSTERREICHISCHE AUTOMOBIL-FABRIKS AG (cf. n° 278 p. 19) à l'occasion de l'augmentation de son capital à Sh. 30 millions.

Liée par des accords de coopération industrielle avec le groupe autrichien STEYR-DAIMLER-PUCH AG de Steyr (cf. n° 273 p. 24), O.A.F. est affiliée au groupe américano-canadien HUNTER DOUGLAS LTD (cf. n° 551 p. 22) à travers le holding MAHA-MASCHINEN HANDELSGESELLSCHAFT mbH (Vaduz/Liechtenstein).

(579/27) Un accord de coopération commerciale, susceptible de se resserrer avec la création d'une filiale de vente commune en République Fédérale, a été conclu entre l'entreprise allemande de pompes spéciales et appareillages mécaniques de bord pour l'aéronautique A.O.A.-APPARATEBAU GAUTING GmbH (Gauting/München) et le groupe britannique THE PLESSEY C° LTD d'Ilford/Essex (cf. n° 530 p.23).

Chargée désormais de la représentation en République Fédérale de la division PLESSEY DYNAMICS de ce dernier, A.O.A., que contrôle le Dr. Joseph Müller, produit toute une gamme de compresseurs, pompes pour moteurs et à vide, instruments de mesure, etc... Elle a été créée en 1948 en tant que filiale du groupe de Berlin ASKANIA WERKE AG (qui n'y a plus d'intérêts - cf. n° 572 p.23) et elle est liée depuis 1965 par un accord de licence et de représentation avec un autre groupe britannique, AVIMO LTD (Taunton/Somerset).

(579/27) L'entreprise horlogère suisse BUCHERER AG (Zurich et Lucerne) a présidé à la création à Francfort des firmes commerciales CHRONOSWISS UHREN & SCHMUCK GmbH et BUCHERER GmbH (capital de DM. 20.000 chacune), dirigées par M. Erich Bucherer, son propre animateur, ainsi qu'à Nidau/Berne de la firme MONTRES CREDOS SA.

(579/27) Spécialiste à Lausanne du traitement des eaux, air et déchets industriels, la société EPUREX SA a formé à Milan la société EPUREX ITALIA SpA (capital autorisé de Li. 35 millions), que préside M. J.J. Ott et qui est directement contrôlée par la filiale EPUREX HOLDING SA, créée en mai 1970 au capital de FS. 100.000.

(579/27) Le groupe américain de machines-outils CINCINNATI MILACRON INC. de Cincinnati/Ohio (cf. n° 574 p.17) a procédé à une nouvelle réorganisation de ses intérêts en République Fédérale : sa filiale directe MSO-CINCINNATI GmbH d'Offenbach (anc. COUSINEAU & MEYER GmbH, rachetée en 1967 - cf. n° 386 p.25) a été transformée en CINCINNATI MILACRON GmbH, et la filiale de celle-ci MSO MASCHINEN- & SCHLEIFMITTELWERKE GmbH (cf. n° 388 p.27) est devenue CINCINNATI MILACRON-MSO GmbH.

Le groupe - qui a récemment fusionné aux Etats-Unis avec la société CINCINNATI LATHE & TOOL C° (Cincinnati/O.) - a d'autre part transformé sa filiale de Schaerbeek-Bruxelles (cf. n° 552 p.26) en CINCINNATI MILLING & GRINDING MACHINES SA.

(579/27) Le groupe de Duisburg KLÖCKNER-WERKE AG (cf. n° 564 p.36) a négocié la prise du contrôle à Herne de l'entreprise de machines hydrauliques et mécaniques et matériels d'extraction minière MASCHINENFABRIK A. BEIEN KG. La production de celle-ci, qui est forte de 700 salariés, sera harmonisée avec celle de la filiale KLOECKNER-FERROMATIK GmbH (Castrop-Rauxel), qui emploie elle-même quelque 800 personnes.

(579/28) Pivot du regroupement des activités (matériels ferroviaires et semi-remorques routières) des entreprises françaises ATELIERS DE CONSTRUCTION DU NORD DE LA FRANCE-A.N.F. (Crespin-Blanc-Misseron/Nord) et FRANGECO SA (Puteaux/Hts-de-Seine), la STE INDUSTRIELLE DES ATELIERS DU NORD DE LA FRANCE-A.N.F. INDUSTRIE SA - récemment créée par la première qui lui a fait apport de ses Départements matériels ferroviaires, mines et travaux publics (cf. n° 565 p.26) - a reçu de la seconde son Département ferroviaire, a porté en conséquence son capital à F. 44,7 millions et s'est transformée en STE A.N.F. - FRANGECO SA.

FRANGECO prépare par ailleurs la création d'une filiale du nom de TITAN-CODER - destinée à recevoir d'une part son propre Département semi-remorques ("Titan") et, d'autre part, l'ensemble des activités de la compagnie ETS CODER de Marseille - dont elle détiendra le capital à raison de 84 %, le solde allant aux actionnaires de CODER.

A l'issue de ces opérations, A.N.F. et FRANGECO, devenues compagnies de portefeuille, fusionneront pour former un holding qui sera majoritaire à 90 % dans A.N.F.-FRANGECO et à 84 % dans TITAN-CODER.

(579/28) Poursuivant le démembrement de ses actifs (cf. n° 574 p.21), le groupe mécanique allemand PINTSCH BAMAG AG (Burtzbach), que contrôle le holding de Rotterdam BANK VODR HANDEL & SCHEEPVAART N.V. (cf. notamment n° 576 p.27), a cédé son complexe de Dinslaken (un millier d'employés) à la firme d'Unna MASCHINENFABRIK STROMAG GmbH (cf. n° 373 p.16).

Celle-ci en confiera l'exploitation à une filiale formée à cet effet, PINTSCH BAMAG ANTRIEBS- & VERKEHRSTECHNIK GmbH (Dinslaken) au capital initial de DM. 20.000, placée sous la direction de MM. G. Kummer et H.D. Böhm.

EDITION

(579/28) La maison d'Anvers STE D'EDITIONS PERIODIQUES SA (cf. n° 292 p.23) prépare la fusion de ses hebdomadaires féminins LIBELLE (170.000 exemplaires) et ROSITA (275.000 exemplaires).

(579/28) Le groupe néerlandais d'édition et d'impression N. SAMSON N.V. d'Alphen am der Rijn (cf. n° 565 p.28) a réorganisé ses structures : transformé en I.C.U.-INFORMATIE & COMMUNICATIE UNIE N.V., il s'est donné à son siège une filiale d'enseignement par correspondance ainsi que d'édition d'ouvrages didactiques, SAMSON LEERSYSTEMEN N.V. (capital de Fl. 125.000), que dirige M. Hendrik Ottens.

ELECTRONIQUE

(579/29) L'entreprise américaine d'appareils électroniques (notamment connecteurs de radio fréquences) KINGS ELECTRONICS C° a installé à Paris sa première filiale en Europe, KINGS-FRANCE Sarl (capital de F. 20.000), que gère M. Jean-Pierre Salonic.

Animée par Mme Estelle Fussler et présidée par M. Fred Lorge, la fondatrice, qui emploie 300 personnes, a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de \$ 5 millions.

(579/29) Un accord de collaboration technique a été conclu en France entre la Division ECOCENTRE de la compagnie MACGREGOR-COMARAIN SA (Ville d'Avray/Hts-de-Seine) - filiale du groupe américain MACGREGOR-COMARAIN INC. de Middleton/Pa. (cf. n° 538 p.29) - et la société de software ECA-AUTOMATION Sarl (Paris).

Dirigée par M. Tien-Phuc, ECOCENTRE est spécialisée dans les études économiques, techniques, informatiques ainsi que d'aménagement et d'environnement dans les secteurs d'activités connexes à la mer. De son côté, ECA AUTOMATION, qu'animent MM. Pierre Thellier et Alain Chaverebière de Sal (gérant), dispose d'une large expérience en matière de software pour opérations en temps réel dans le domaine des études économiques, d'engineering et d'environnement.

(579/29) L'entreprise américaine d'appareils, dispositifs, équipements et systèmes pour le traitement de l'information INFOREX INC. (Burlington/Mass.) s'est donnée une filiale commerciale à Paris, INFOREX FRANCE Sarl (capital de F. 80.000), que gère M. Jacques Mielle.

En Europe, la fondatrice avait déjà une filiale à Bâle, INFOREX AG (capital de FS. 75.000), que préside M. Fritz Kern.

(579/29) La Division CEGOS-INFORMATIQUE du groupe français IDET-CEGOS SA de Putaux/Hts-de-Seine (cf. n° 571 p.33) s'est assurée le contrôle à Lyon de la société de software C.E.G.I.-CENTRE POUR L'ETUDE DE LA GESTION PAR L'INFORMATIQUE Sarl, fondée en 1969 par MM. Pignaud et Aulas.

Forte de 550 collaborateurs et réalisant un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 35 millions, CEGOS INFORMATIQUE s'est récemment associée aux sociétés C.A.P.-CENTRE D'ANALYSE & DE PROGRAMMATION SA et STERIA SA pour former le groupement d'intérêt économique C.S.C.-CEGOS-STERIA CAP, chargé de la mise en place de systèmes informatiques.

FINANCE

(579/30) La banque de New York MANUFACTURERS HANOVER TRUST & C° a négocié par offre publique la prise du contrôle à Bruxelles de la SA BANQUE D'ESCOMPTE & DE TRAVAUX-WERKEN & DISCONTOBANK (capital de FB. 100 millions) qui, animée par MM. J.P. Nicaise et H. Legrand, possède quelque 15 succursales en Belgique et est à la tête de plus de FB. 1,1 milliard de dépôts.

La banque américaine dispose depuis 1967 d'une représentation permanente à Bruxelles (cf. n° 387 p. 27).

(579/30) Cherchant à alléger ses intérêts en Italie, le groupe financier de Montréal I.O.S. - INVESTORS OVERSEAS SERVICES LTD (cf. n° 575 p. 39) y négocie notamment la cession à l'I.M.I. - ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO SpA (cf. n° 570 p. 35) du Fonds luxembourgeois en valeurs italiennes FONDITALIA (cf. n° 513 p. 29), dont les certificats sont distribués sur le marché italien par sa filiale de Rome FIDEURAM-FIDUCIARIA EUROPEO AMERICANA SpA.

Les deux principaux holdings à l'étranger de l'I.M.I. sont présentement EURAMFIN HOLDINGS-STE FINANCIERE SA de Luxembourg (cf. n° 556 p. 31) et TURIS AG de Zurich.

(579/30) Poursuivant son expansion en France - où il vient d'installer une succursale à Bordeaux (cf. n° 577 p. 32), s'ajoutant à celles de Paris (3), Marseille et Nîmes - le groupe bancaire de Madrid BANCO POPULAR ESPANOL SA a ouvert une succursale à Lyon.

(579/30) La banque de New York MORGAN GUARANTY TRUST C° (cf. n° 572 p. 28) a l'intention d' étoffer son réseau chez les Six (cf. notamment n° 567 p. 32) en ouvrant à Düsseldorf sa seconde succursale pour la République Fédérale, après celle de Francfort installée en 1965 (cf. n° 274 p. 23).

(579/30) Dans le cadre d'une réorganisation des intérêts à Bruxelles du groupe CIE FINANCIERE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA de Paris (cf. n° 578 p. 19), la COBEPa-CIE BELGE DE PARTICIPATIONS PARIBAS SA (cf. n° 572 p. 27) recevra un intérêt de 20 % dans la BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS-BELGIQUE SA (cf. n° 577 p. 22).

Directement contrôlée notamment par la BANQUE DE SYRIE & DU LIBAN SA (Paris), la PARIBAS INTERNATIONAL SA (Paris) et la BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS (SUISSE) SA (Genève), COBEPa est récemment devenue affiliée des groupes belges STE METALLURGIQUE HAINAUT-SAMBRE SA de Couillet (cf. n° 576 p. 18), FINANCIERE LACOURT SA de Bruxelles (cf. n° 572 p. 27) et MM. O. DE SCHAETZEN & CIE Scs (Liège) pour avoir absorbé la société PHENIX WORKS SA (première du nom) dont ceux-ci étaient actionnaires (cf. n° 567 p. 37).

(579/31) La BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA (cf. supra) a renforcé ses moyens financiers aux Pays-Bas (cf. n° 567 p. 32) en portant à Fl. 20 millions le capital de sa filiale de portefeuille d'Amsterdam N.V. BELEGGINGS & INVESTERINGSMIJ. "BELINMIJ" (cf. n° 108 p. 20), transformée en INTRA-EUROPESE FINANCIERINGSMIJ. VAN PARIBAS NEDERLAND N.V. et placée sous la direction de M. G.A. Surie.

(579/31) Contrôlée à 51 % par le groupe de Londres LONRHO Ltd (cf. N° 495 p. 15) et à 49 % par M. Martin Thèves en rémunération de l'apport d'une participation de 56 % dans la compagnie de portefeuille de Bruxelles COMINIÈRE STE COMMERCIALE & MINIERE DU CONGO SA (cf. N° 514 p. 25), le holding de Luxembourg LONCOM SA a rétrocédé 69 % de cette participation à deux affaires constituées à cet effet, RYCON SA et CONRY SA, toutes deux à Luxembourg et au capital de F. Lux. 18,1 millions chacune.

(579/31) La firme américaine de gestion de portefeuille, ROHRER, HIBLER & REPLOGLE INTERNATIONAL C° (Wilmington/Del.) a ouvert à Bruxelles sa seconde succursale en Europe. M. Victor Howard, directeur de la succursale de Londres, en partage la direction avec M. M.V. Smith.

(579/31) La société fiduciaire de Turin FISPAO-FIDUCIARIA SAN PAOLO SpA (cf. N° 412 p. 26) a créé à Milan une filiale de portefeuille, FRANGI SpA (capital de Li. 95 millions) que dirige M. Enzo Raimondo.

La fondatrice est elle-même née en 1967 d'une association paritaire entre l'ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO SpA (cf. N° 578 p. 32) et l'I.M.I. - ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO SpA (Rome) à travers sa filiale de portefeuille S.I.C.E. SOC. ITALIANA PER IMPRESE & GESTIONI SpA (cf. N° 432 p. 35).

(579/31) Le groupe néerlandais-suisse THYSSEN-BORNEMISZA (cf. N° 576 p. 27) détiendra une participation de 25 % à Amsterdam dans la NEDERLANDSCHE & CREDIETBANK N.V. (cf. N° 571 p. 19) en échange de la cession à celle-ci des activités bancaires de sa filiale de Rotterdam BANK VOOR HANDEL & SCHEEPVAART N.V. (cf. N° 577 p. 46).

NEDERLANDSCHE CREDIETBANK, qui portera en 1971 son capital de Fl. 31,4 à 60 millions à la suite de cette opération, est affiliée au groupe américain CHASE MANHATTAN BANK N.V. (à travers la CHASE MANHATTAN OVERSEAS BANKING CORP. - cf. N° 523 p. 28), lequel va par ailleurs y renforcer ses intérêts (25%) pour avoir négocié de son côté le rachat de la participation de 7,5 % qu'y détient depuis 1967 le groupe PIERSON, HELDRING & PIERSON d'Amsterdam (cf. N° 578 p. 31).

(579/32) Récemment créée (cf. n° 575 p.26) à Paris en tant que filiale de la compagnie d'analyse financière et de conseil EUROFINANCE Sarl de Paris (capital porté récemment à F. 2,42 millions), la société de portefeuille EUROGESTOR-STE EUROPEENNE DE GESTION & D'ORGANISATION SA prépare une élévation à F. 21,5 millions de son capital, opération qui lui permettra d'accueillir comme nouveaux actionnaires le CREDIT SUISSE SA de Zurich (cf. n° 575 p.26), les établissements financiers français SEFRI Sarl (cf. n° 508 p.35) et CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE ainsi que les groupes d'assurances L'ABEILLE SA (cf. n° 574 p.30), LA CONCORDE SA (groupe ASSICURAZIONI GENERALI DI TRIESTE & VENEZIA SpA de Rome - cf. n° 571 p.19), UNION DES ASSURANCES DE PARIS-U.A.P. SA (cf. n° 577 p.33) et DROUOT (cf. n° 567 p.32).

(579/32) Déjà liées par une filiale commune à La Haye, N.V. GEMEENSCHAPPELIJK BANKKANTOOR, la troisième et la quatrième banque des Pays-Bas, COOPERATIEVE CENTRALE RAIFFEISENBANK C.V. d'Utrecht (cf. N° 484 p. 25) et COOPERATIEVE CENTRALE BOERENLEENBANK C.V. (Eindhoven), ont négocié une concentration autour d'une nouvelle filiale commune à Amsterdam, COOPERATIEVE RAIFFEISEN-BOERENLEENBANK, dont les comptes créditeurs dépasseront Fl. 16 milliards.

(579/32) Filiale paritaire à Luxembourg de LA LUXEMBOURGEOISE, SA D'ASSURANCE & DE PLACEMENT et de la BANQUE DU BENELUX SA (Anvers), la BANQUE DU BENELUX-LA LUXEMBOURGEOISE SA (cf. N° 557 p. 27) s'est donnée une filiale de portefeuille à son siège, DE LUXE SA (capital de F. Lux. 10 millions).

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

(577/32) Poursuivant la diversification de ses intérêts dans la branche alimentaire aux Pays Bas (cf. N° 503 p. 31), le conglomérat de New York I.T.T. INTERNATIONAL TELEPHONE & TELEGRAPH CORP. (cf. N° 572 p. 19) y a pris, à travers la compagnie CONTINENTAL BAKING C° de New York (acquise fin 1968), le contrôle de la firme de pâtisserie industrielle et biscuiterie N.V. BISCUIT- & BANKETFABRIEK NOBO (Ede). Animée par M. A. Van Bochove qui en conserve la direction, celle-ci occupe quelque 330 personnes (dont 80 à temps partiel) et exporte environ un tiers de sa production, principalement vers la Belgique et la République Fédérale.

Aux Pays-Bas, I.T.T. contrôlait déjà dans ce secteur, également à travers CONTINENTAL BAKING, la firme de biscuiterie d'Hilversum EUBISFA N.V. ainsi que l'entreprise de plats cuisinés de Zundert DIEPVRIES & CONSERVENFABRIEK "GROKO" N.V. (cf. N° 528 p. 25).

(579/33) Filiale à 70 % de la compagnie de portefeuille INSUD-NUOVE INITIATIVE PER IL SUD SpA (Rome), elle-même affiliée pour 35,6 % au groupe public E. F. I. M. -ENTE PARTECIPAZIONI & FINANZIAMENTO INDUSTRIA MANIFATTURIERA (Rome), l'entreprise de conserverie alimentaire de Rome et Bari ALCO-ALIMENTARI CONSERVATI SpA (cf. N° 567 p. 35) a installé à Buenos Aires une filiale à 70 % , SITARP SA, qui sera dotée d'une flotte de trois navires (pour la pêche au thon notamment).

(579/33) La décision prise fin 1969 (cf. N° 537 p. 28) par les groupes NESTLE ALIMENTANA SA (cf. N° 574 p. 32) et UNILEVER N.V. (cf. N° 578 p. 21) de concentrer leurs intérêts en alimentation surgelée ou glacée dans plusieurs pays européens à travers des filiales communes 25/75 s'est appliquée en Autriche au profit de la filiale à Vienne du second, ESKIMO-IGLO GmbH - directement contrôlée par la filiale de Hambourg LANGNESE-IGLO GmbH (cf. N° 553 p. 33) : ESKIMO IGLO a fusionné avec la filiale FINDUS-JOPA GmbH (Vienne) de NESTLE et a porté en conséquence son capital à Sh. 116 millions, le groupe suisse y ayant désormais un intérêt de 25 %.

Un récent accord conclu en Suisse par NESTLE avec la compagnie ROCO CONSERVEN AG (Rorschach) dans le secteur des surgelés et crèmes glacées prévoit la fusion de leurs filiales respectives FINDUS AG (Kemptthal/Zurich) et FRISCO AG, GLACE & TIEFKÜHLPRODUKTE (Rorschach) au profit d'une nouvelle filiale paritaire, FRISCO-FINDUS AG.

(579/33) Disposant déjà en République Fédérale d'un distributeur général à Neu Isenburg (TUERK & PABST, AELTESTE FEINKOSTFABRIK GmbH), le groupe alimentaire de Pittsburgh H. J. HEINZ C° (cf. N° 480 p. 28) a installé à Düsseldorf une filiale commerciale sous son nom (capital de DM 80.000), que dirige M. Stanley Launder.

Le groupe américain a récemment réorganisé son réseau commercial chez les Six en en confiant la direction générale à Bruxelles à M. Nicolo Pellizzari, en remplacement de M. Aldo Tartarelli qui conserve la direction de la filiale de Milan, STA DEL PLASMON SpA (cf. N° 375 p. 28), présidée par M. Richard Grieb.

(579/33) Des intérêts italiens portés par M. Luigino Bonfante (Villafranco/Verone) ont été à l'origine à Vienne de la firme d'import-export de produits laitiers, fromages frais, fondus et fermentés ARGUS KÄSEPRODUKTE IMPORT-EXPORT GmbH (capital de Sh. 100.000).

(579/33) Animé à Bonn par MM. Peter Amend et Helmut Fahrnschon, le groupement de produits agricoles et alimentaires CENTRALE MARKETING GES. FÜR DIE DEUTSCHE AGRARWIRTSCHAFT (C.M.A.), dont les ventes annuelles sont supérieures à DM 90 millions, a installé à Milan une filiale commerciale et de promotion, LA TAVOLA TEDESCA-CENTRO DIFFUSIONE ALIMENTARI Srl (capital de Li. 0,9 million), que dirige MM. Otto E. Gennburg et Angelo Guglielmi.

(579/34) La société SELECTION AVICOLE FRANCAISE SICA-SELAF (Tourettes/Var) s'est donnée une filiale en Belgique, SELAF BELGIQUE (Schaerbeek-Bruxelles) au capital de F. 0,25 million, que préside M. Laurent Vecchio.

(579/34) Connu notamment pour ses préparations (corn flakes) à base de céréales, le groupe alimentaire américain KELLOGG C° de Battle Creek/Mich (cf. N° 549 p. 32) a renforcé ses intérêts en République Fédérale en dotant sa filiale de Brême KELLOGG (DEUTSCHLAND) GmbH d'une succursale commerciale à Osterholz-Scharmbeck.

(579/34) Quatre entreprises brassicoles africaines, BRASSERIES DU DAHOMEY-SOBRADO SA (Cotonou), BRASSERIE DE L'OUEST AFRICAIN SA (Dakar), STE DES BRASSERIES DE LA COTE D'IVOIRE-BRACODI SA (Abidjan) et BRASSERIES DE HAUTE VOLTA-BRAVOLTA SA (Ouagadougou), ont constitué à Luxembourg, en association avec la compagnie suisse de portefeuille AFRIMEX SA (Fribourg), une filiale paritaire, AFRIMA SA (capital de \$ 400.000), à vocation de holding.

Les fondatrices sont toutes membres du groupe BRASSERIES & GLACIERES DE L'INDOCHINE SA de Paris (cf. N° 577 p. 36), directement et à travers sa filiale - directe et indirecte - SOGEPAL-STE DE GESTION & DE PARTICIPATIONS D'INDUSTRIES ALIMENTAIRES SA de Paris (cf. N° 188 p. 26).

(579/34) Des intérêts français portés par la famille Desbonnets (Bondues/Nord) ont été à l'origine en Belgique de la firme de distribution de boissons (vins, spiritueux, bières, eaux, sirops, jus de fruits, etc ...) SA PAUL DESBONNETS (Wiers) au capital de 150.000, que préside M. Paul Desbonnets.

(579/34) Le groupe brassicole DORTMUNDER UNION BRAUEREI AG-D.U.B. de Dortmund (cf. N° 578 p. 34) a installé à Francfort une nouvelle filiale, DORTMUNDER UNION-FANKFURTER BRAUHAUS GmbH (capital de DM 1 million), dirigée par MM. Karl Klemm et Werner Schuring et chargée du brassage et de la vente des bières de la filiale locale FRANKFURTER BRAUHAUS GmbH, récemment dissoute.

(579/34) Les intérêts brassicoles du groupe de Hambourg RUDOLF A. OETKER (cf. N° 577 p. 35) se sont enrichis à Holzminden d'une participation de 34 % dans la brasserie BAUMGARTENS BRAUEREI ALLERSHEIM GmbH (capacité de 70.000 hl/an) au profit de l'affiliée DORTMUNDER ACTIEN-BRAUEREI (D.A.B.) AG (Dortmund).

Celle-ci, qui a produit en 1969 plus de 1,55 million d'hl de bière, a dernièrement pris le contrôle de la firme BRAUEREI LOHÖFER KG de Bad Sassendorf (25.000 hl.).

METALLURGIE

(579/35) Présent depuis 1965 en Belgique avec une filiale à Ivoz-Ramet, PHENIX ALUMINIUM SA, en association avec la COBEPA (cf. supra p. 30), le groupe KAISER ALUMINUM & CHEMICAL CORP. d'Oakland/Cal. (cf. N° 576 p.44) y a renforcé ses intérêts en installant à Auderghem la société KAISER REFRACTORIES EUROPE SA (capital de FB 1 million). Présidée par M. Joseph Knight, celle-ci a pour objet la commercialisation des spécialités réfractaires de sa fondatrice, assurée jusque là par la filiale KAISER REFRACTORIES SA de St-Josse-ten-Noode (cf. N° 509 p. 31), aujourd'hui dissoute.

(579/35) A l'occasion d'une récente augmentation à F. 10,85 millions du capital de l'entreprise CHENI SA (cf. N° 575 p. 29), la compagnie WESTFIELD MINERALS LTD (Toronto), membre du groupe métallurgique et minier canadien NORTHGATE EXPLORATION LTD, en est redevenue actionnaire pour 11,4 %. Elle s'était en effet défait récemment de l'intérêt de 26 % qu'elle y détenait précédemment au profit de la société SILVER EUREKA CORP., filiale commune du groupe de New York NORTHFIELD MINES INC. (majoritaire) et de NORTHGATE (29 %). A la suite de cette opération, SILVER EUREKA est maintenant actionnaire pour 48 % de CHENI, dont l'autre principal actionnaire est, outre WESTFIELD MINERALS, la CIE IMMOBILIERE & FINANCIERE EWOTO SA, affiliée pour 20 % à la BANQUE DE L'INDOCHINE SA (cf. N° 577 p. 36).

Parmi les intérêts de CHENI figure une participation de 49 % dans la STE DES MINES & PRODUITS CHIMIQUES DE SALSIGNE SA (capital de F. 9,3 millions) aux côtés de WESTFIELD MINERALS, SILVER EUREKA et IMMOBILIERE & FINANCIERE EWOTO.

(579/35) La firme allemande de persiennes, jalousies en aluminium, etc ... H.P. ALBRECHT KG (Rettenbach) a conclu en Autriche avec la firme REFLEXA-WERK, ALFRED-PICHLER GmbH (Steyr) une association sanctionnée par la création de la société REFLEXA-WERK, ALBRECHT-PICHLER GmbH & C° KG (Steyr), dont M. Johann Pichler (Linz) est associé gérant.

(579/35) Membre à Paris du groupe UGINE KUHLMANN SA (cf. infra p. 36), l'entreprise métallurgique CEFILAC-CIE DU FILAGE DES METAUX & DES JOINTS CURTY SA (cf. N° 573 p. 17) a pris pied en Belgique avec l'ouverture à Bruxelles d'une succursale que dirige M. E. Obozinski.

UGINE KUHLMANN était déjà directement présent dans le pays avec plusieurs filiales à Bruxelles : FOURS A COKE DE SELZAETE SA (cf. N° 359 p. 20) STE POUR L'ACHAT & LA VENTE DE PRODUITS CHIMIQUES KUHLMANN SA, FRANCOLOR BELGE SA, etc ...

(579/36) Première entreprise française dans le domaine de la rilsanisation des surfaces métalliques, la STE METALLURGIQUE LIOTARD FRERES SA (Paris) a conclu un accord de collaboration technique avec l'entreprise suisse de la branche SAMAPLAST AG (St Margrethen/St-Gall). Le cadre en sera une filiale paritaire, LIOSAPLAST AG (St Margrethen), chargée d'exploiter une usine en cours de construction devant être opérationnelle au printemps 1972.

LIOTARD, filiale à 78,93 % du groupe CIE DES GAZ DE PETROLE PRIMAGAZ SA (cf. N° 306 p. 33) et dont le capital est en cours d'augmentation à F. 41,6 millions, approvisionnera en plastique et en matériel technique la nouvelle affaire, qui bénéficiera du réseau de distribution de sa fondatrice suisse.

(579/36) L'entreprise sidérurgique allemande SCHMIDT & CLEMENS EDELSTAHLWERK KG de Kaiserau-Cologne (capital de DM 8,1 millions) a repris à la compagnie INDESIT FRANCE SA (Boulogne/Hts-de-Seine), membre du groupe de Turin INDESIT SpA (cf. N° 500 p. 23), ses bureaux de Nancy pour y ouvrir une succursale.

(579/36) Le groupe sidérurgique AUGUST THYSEN HÜTTE AG de Duisburg-Hamborn (cf. N° 573 p. 28) a absorbé à Herne la firme d'additifs spéciaux à base de magnésite (brevets " Alterra ") pour fonderie MAGNESITAL GmbH, après en avoir acquis le contrôle absolu.

(579/36) Le principe d'un rapprochement a été négocié en France entre les groupes de métaux non ferreux, ferro-alliages et métallurgie spéciale pour industrie nucléaire notamment PECHINEY SA (Lyon et Paris) et UGINE-KUHLMANN SA (Paris), déjà associées de longue date en particulier au sein d'une filiale commune (80/20), L'ALUMINIUM FRANCAIS SA (cf. N° 576 p. 23), ainsi que dans les sociétés LE MAGNESIUM INDUSTRIEL SA (Paris), STE FRANCAISE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ALUMINIUM EN GRECE SA (cf. N° 556 p. 31), ALUCAM SA (cf. N° 463 p. 29), CEGEDUR GP SA (cf. N° 578 p. 37), etc ...

PAPIER

(579/36) Spécialisée dans les papiers spéciaux (notamment à usage photographique), la société allemande RENKER GmbH de Duren (anc. RENKER BELIPA - cf. N° 488 p. 37) a élevé de 87,5 % à 100 % son contrôle sur sa filiale de Burgos RENKER ESPANOLA SA, dont le capital a été porté de Ptas 20 à 50 millions.

Propriété de M. Rolf Renker et de Mme Erna Renker-Moss (Kinston/N. Y.), RENKER réalise avec 800 employés un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de DM. 60 millions. Elle dispose de filiales à Berlin et Hanovre ainsi que d'une société-soeur en Suède, A/B SPACIO-SYSTEM (Malmö).

(579/37) Le groupe papetier et sucrier français STE F. BEGHIN SA de Thumeries/Nord (cf. N° 578 p. 33) a fait apport des activités (pansements, articles de puériculture et d'hygiène en ouate de cellulose de marque "Polive" et "Polivia") de la société PANSEMENTS & PRODUITS WUHRLIN SA, qu'il a récemment absorbée (cf. N° 567 p. 39), à sa filiale (paritaire avec la filiale DISTRIPHAR-STE ROUSSEL DE DISTRIBUTION PHARMACEUTIQUE SA du groupe ROUSSEL-UCLAF) STE CELPHAR Sarl de Paris.

Transformée en LABORATOIRES CELPHAR-WUHRLIN Sarl, celle-ci, qui a rémunéré ces apports (évalués bruts à F. 5 millions) en portant son capital à F. 7 millions, est désormais contrôlée à 75 % par BEGHIN, le solde allant à DISTRIPHAR pour 3,57 % et à ROUSSEL UCLAF (cf. N° 576 p. 21) pour 21,43 %.

PETROLE

(579/37) Les groupes C.F.P. -CIE FRANCAISE DES PETROLES SA (cf. n° 577 p.21) et THE BRITISH PETROLEUM C° LTD (cf. n° 578 p.39) ont conclu avec les compagnies de Tokyo QATAR OIL C°, NORTH SLOPE OIL C°, ABU DHABI OIL C° et ALASKA OIL C° un accord relatif à l'exploitation en commun d'une concession offshore dans le Golfe Persique. Le cadre en sera une filiale commune (33,3 % chacun aux groupes français et britannique et au consortium japonais), BUNDUQ C°, en cours de création à Londres.

C.F.P. et BP sont associés 1/3-2/3 pour des opérations au Moyen-Orient au sein de la société ABU DHABI MARINES AREAS LTD (Londres), et ils sont tous deux actionnaires avec 23,75 % chacun des compagnies de Londres ABU DHABI PETROLEUM C° LTD (cf. n° 427 p.31) et QATAR PETROLEUM C° LTD.

(579/37) Animée par M. Hermann Haltermann, l'entreprise allemande de raffinage d'essences spéciales JOHANN HALTERMANN KG (Hambourg) a créé : (1) à Anvers une filiale commerciale sous son nom (capital de FB. 2 millions); (2) en Suisse la société de portefeuille JOHANN HALTERMANN AG (Chur) au capital de FS. 3 millions.

Exploitant deux raffineries (Hambourg et Spire), la fondatrice possède deux filiales principales à Hambourg, HANSEATISCHE TEER- & ERDÖLINDUSTRIE HALTERMANN & C° mbH et JOHANN HALTERMANN VERWALTUNGS GmbH, ainsi que diverses filiales de vente sous son nom à l'étranger, notamment à Paris (anc. HYDROCARBURES & PETROLES HANSA Sarl), Londres, Stockholm, Køge-Copenhague, Londres et New York.

(579/38) Le groupe de New York TEXACO INC. (cf. n° 562 p.37) a mis en liquidation sa filiale de Luxembourg REGENT OIL SA.

Cette opération s'insère dans le cadre de la rationalisation des intérêts du groupe au Benelux, consécutive à l'éclatement de la compagnie CALTEX-CALIFORNIA TEXAS OIL CORP. de New York (cf. notamment n°s 416 p.32 et 448 p.37), et qui s'était déjà traduite par la dissolution de la filiale de Bruxelles REGENT OIL SA (cf. n° 519 p.33).

PHARMACIE

(579/38) L'entreprise française de spécialités pharmaceutiques (notamment pansements et sparadraps) LABORATOIRES FOURNIER SA (Dijon) a transformé en contrôle à 57,80 % sa participation de 32,75 % en Espagne dans la firme de la branche LABORATORIOS MABURU SA (Hernani) au capital de Ptas 7,18 millions.

Forte de 600 employés, l'entreprise française, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 50 millions, dispose d'une filiale en République Fédérale, LABORATORIES FOURNIER GmbH (Sarrebruck).

(579/38) La compagnie américaine de produits chimico-pharmaceutiques et biologiques ainsi qu'appareils et instruments d'analyses chimico-biologiques BIO-RAD LABORATORIES C° de Richmond/Cal. (cf. n° 578 p.40) a formé la société commerciale BIO-RAD LABORATORIES Srl (capital de Li. 850.000) à Milan, où sa représentation était assurée jusqu'ici pour certaines spécialités par le groupe CARLO ERBA SpA (Milan).

(579/38) Sous l'égide de la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE (cf. supra, p.19) - dont le capital est en cours d'augmentation à F. 125 millions - le groupe chimique UGINE KUHLMANN SA de Paris (cf. supra, p.36) a étoffé ses intérêts dans le secteur pharmaceutique en s'assurant une participation minoritaire (devant progressivement se transformer en contrôle absolu) dans la compagnie LABORATOIRES FOURNIER FRERES SA de Paris (cf. n° 427 p.31), la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE y prenant elle-même un intérêt de 2,5 %. Spécialisée dans la thérapeutique des affections cardio-vasculaires et de l'appareil digestif, FOURNIER FRERES réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 40 millions.

Les intérêts du groupe dans ce secteur étaient jusqu'ici une filiale à 66,6 % (en association pour le solde avec le groupe chimico-pharmaceutique de Paris ETS CLIN-BYLA SA - cf. n° 577 p.42), STE D'APPLICATIONS PHARMACEUTIQUES SEDAPH SA (Paris), dont le chiffre d'affaires annuel avoisine F. 20 millions.

(579/39) Filiale à 73,4 % du groupe RHONE POULENC SA (cf. supra p.20), la compagnie française A.E.C. -STE DE CHIMIE ORGANIQUE & BIOLOGIQUE SA de Commentry/Allier (cf. n° 561 p.41) a créé à Rotterdam une filiale de distribution chimico-pharmaceutique, AEC NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 100.000), que dirige M. Jan de Wit.

PLASTIQUES

(579/39) Le groupe caoutchoutier et plastique METZELER AG de Munich (cf. n° 569 p.39) s'est assuré à Langenselbord, en association avec sa filiale CORRECTA WERKE GmbH de Bad Wildungen (majoritaire), le contrôle de la firme d'emballages plastiques pour produits chimiques KINZING OBERFLÄCHEN CHEMIE GmbH à l'occasion de l'élévation à DM. 250.000 de son capital.

PUBLICITE

(579/39) L'agence suisse CABBAC AG (Zug) s'est donnée une filiale à Paris, CABBAC SA (capital de F. 0,5 million), que préside M. Jacques Maillot.

La fondatrice a récemment noué une association paritaire avec l'homme d'affaires américain Ronne Bonder (New York) pour créer à Paris la firme de photo-reproduction, phototypographie et conception graphique RONNE BONDER SA (cf. n° 567 p. 30).

(579/39) Des négociations sont en cours entre les agences de Paris SYNODIS SA et STE NOUVELLE SYNERGIE PUBLICITE SA (cf. n° 576 p.23) en vue d'un regroupement de leurs activités.

La première est née en 1968 d'une association entre les agences françaises MIRAMBEAU SA, POOL D'ASSISTANTS TECHNIQUES SA, HOMMES IDEES CREATIONS-HIC PUBLICITE SA (cf. n° 451 p.35) et AGENCE GENERALE DE PUBLICITE & DE PROMOTION SA, lesquelles ont fusionné en 1969 pour former la compagnie SYNODIS PROMOTION & COMMUNICATION SA, laquelle contrôle SYNODIS SA.

(579/39) Il entre dans les intentions du groupe publicitaire de New York OGILVY & MATHER INTERNATIONAL INC. (cf. n° 549 p.39) de s'installer en France. Dizième agence mondiale, OGILVY, qui a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de \$ 230 millions, dispose en Europe de filiales à Francfort, Milan, Zug, Vienne, Londres, etc...

TEXTILES

Les entreprises de Tourcoing et de Glarus ainsi que de Genève SUBLISTATIC SA sont sous le contrôle conjoint du groupe textile de Roubaix LA LAINIERE DE ROUBAIX-PROUVOST MASUREL SA (cf. n° 577 p.44), de la firme d'emballages souples et flexibles TRENTESAUX-TOULEMONDE SA (Tourcoing) et du groupe chimico-pharmaceutique CIBA AG de Bâle (cf. n° 577 p.20).

(579/41) Des intérêts néerlandais portés par MM. Adrianus Dekkers et W. Dekkers (Slikkerveer/Ridderkerk) ont été à l'origine à Dusseldorf de la firme de vente de confection masculine DANDY SHOP PANTALON MODERN GEBR. DEKKERS OHG.

(579/41) Le groupe allemand de rubans et tissus élastiques GOLD-ZACK-WERKE AG de Mettmann/Rheinland (cf. n° 571 p.45) a poursuivi la réorganisation de ses intérêts en absorbant à Murg/Waldshurt l'entreprise HÜSSY & KÜNZLI AG (cf. n° 534 p.39), dont il avait pris le contrôle début 1970.

TRANSPORTS

(579/41) Animée à Rotterdam par MM. Wouiers Van Holland, A. Vanbeek et F. Peters, la firme d'expédition et transports internationaux EURO-WEST TRUCKING SERVICES C.V. a ouvert au Royaume-Uni (Felixtowe/Suffolk) une succursale dont M. Richard G. Molloson est fondé de pouvoir.

(579/41) Le groupe BRUXELLOISE D'AUTO-TRANSPORT-B.A.T. SA (cf. n° 560 p.17) s'est donné à Molenbeek-St-Jean une filiale spécialisée dans le leasing de véhicules utilitaires, CAMIONS INTERIM SA (capital de FB. 50.000), que préside M. Beherman. Elle y a pour associés symboliques ses filiales ETS BEHERMAN-DEMOEN SA (Anvers), SA HENIN (Molenbeek), SA INTERNATIONAL MECHANICAL INDUSTRIES (Wevelgem), SA CONTROLE & ORGANISATION DE SOCIETES-COS. (Ixelles-Bruxelles) et SA BEHERMAN-DEMOEN ENGINEERING C° (Wevelgem).

B.A.T. s'est par ailleurs assuré le contrôle de la firme TRANSPORTS MOUREAU Sprl (Bruxelles) à l'occasion de l'élévation de son capital à FB. 1 million, et l'a transformée en BENELUX AUTO TRANSPORT SA (Molenbeek).

(579/41) La compagnie maritime d'Amsterdam KON. NEDERLANDSCHE STOOMBOT MIJ. -K.N.S.M. N.V. (cf. n° 571 p.46) s'est associée à six compagnies de transport d'Amérique Centrale pour créer à San Jose/Costa Rica la société CENTRO-AMERICANA DE NAVIGACION (CADENA) qui assurera un service régulier entre les ports de la côte occidentale d'Amérique centrale et ceux de la côte Est des Etats-Unis.

Ses partenaires y sont AGENCIAS MARITIMAS & COMERCIALES (San Jose), AGENCIAS MARITIMAS DEL ISTMO (Panama), J. VASSALI & CIA (Bluefields/Nicaragua), PEDRO CASANOVA & HIJOS (Porto Cortes/Honduras), AGENCIAS MARITIMAS & RIVAS G. & CIA (San Salvador) et CIA REAL HOLLANDESA DE COMERCIO (Guatemala).

(579/42) Filiale à 84 % du groupe d'armement maritime et aérien CIE FRAISSINET SA de Marseille (cf. n° 577 p.36), la compagnie TRANSAIR-CO SA de Paris (cf. n° 549 p.41) a négocié l'absorption de sa filiale STE AERO-SERVICE SA (Bron/Rhône) et en a rémunéré les actifs (évalués, bruts, à F. 1,9 million) en portant son capital à plus de F. 5 millions.

FRAISSINET s'est récemment donné une filiale à Genève, FRAISSINET INTERNATIONAL SA, chargée de la coordination de ses activités aériennes, qu'exercent notamment les firmes TRANSAIR SA de Colombier/Neuchâtel (avec sa filiale de Milan TRANSAIR SpA, qui est intéressée dans la société AEROSERVIZI TRANSAIR SpA de Milan), AIR AFFAIRES Sarl (Marseille) et AIR AFFAIRES INTERNATIONAL Sarl (Paris).

(579/42) La compagnie maritime MOORE & McCORMACK C° INC. de New York (cf. n° 376 p.32) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale MOORE McCORMACK BELGIQUE SA (St-Gilles-Bruxelles), constituée en septembre 1966.

(579/42) Le groupe de Rotterdam SCHEEPVAART & STEEN-KOLENMIJ. N.V. (cf. n° 515 p.25) a cédé sa participation de 50 % en République Sudafricaine dans la société de transport maritime SSM SUIDAFRIKAANSE SKEEPVAART LYNE (EDMS) BEPERK au groupe de Johannesburg RENNIES' CONSOLIDATED HOLDINGS LTD.

(579/42) Spécialistes à Anvers de transports internationaux, les compagnies AGENCE MARITIME INTERNATIONALE-A.M.I. SA (groupe CIE MARITIME BELGE-LLOYD ROYAL SA - cf. n° 564 p.45) et EDMOND DEPAIRE N.V. (cf. n° 548 p.39) ont réuni leurs Départements "Fret Aérien" au sein d'une affaire créée à cet effet, A.M.I. AIR FREIGHT SA (Anvers, avec bureaux à Zaventem, Deurne, Middelkerke et Bierseker), dont elles se partagent le contrôle.

Les deux partenaires étaient déjà associés, aux côtés d'une douzaine de compagnies de la branche, au sein de la société de groupage aérien R.A.C.-BELGIUM AIR CONSOLIDATORS (Bruxelles).

DIVERS

(579/42) La maison allemande de bijouterie (chaînettes, bracelets, broches, etc... en or) LOUIS FIESSLER & C°, GOLDKETTEN & GOLDWARENFABRIK KG (Pforzheim) a pris pied en France avec l'installation d'une filiale à Strasbourg/Bas-Rhin, FIESSLER FRANCE SA.

(579/43) La compagnie française d'organisation de tournées théâtrales PRODUCTIONS THEATRALES GEORGES HERBERT SA (Paris) a ouvert à Bruxelles une succursale que dirige M. Gaston Verbessem.

(579/43) Une association d'intérêts danois (45 %), portés par M. Ejner Henriksen (Birum), et luxembourgeois (55 %), portés par M. Yves Leclerc, a été à l'origine à Luxembourg de la société LUDENTA Sarl (capital de F. Lux. 100.000), qui, gérée par son fondateur danois, a pour objet l'assistance et la fourniture de tous services de promotion et de protection en matière de propriété industrielle.

(579/43) Les manufactures françaises de porcelaine PORCELAINES GEORGES BOYER SA, ROBERT HAVILAND & C. PARLON SA, LAFARGE & CIE SA et JAMMET-SEIGNOLLES, toutes de Limoges, se sont associées pour créer le groupement d'intérêt économique LIMOGE INTERNATIONAL, chargé de rationaliser leurs moyens de production et de développer leurs exportations.

La première (capital de F. 1,1 million) occupe 110 personnes; la seconde (F. 0,5 million) 200, et la troisième (F. 0,7 million) 100.

(579/43) Des intérêts français portés par la famille Barthélémy (Meudon/Hts-de-Seine) ont été à l'origine à Luxembourg de la firme de personnel intérimaire SOGEURDIN SA (capital de F. Lux. 100.000).

INDEX DES PRINCIPALES SOCIETES CITEES

A. E. C. -Sté de Chimie Organique & Biologique	P. 39	Chaussures Seducta Ch. Jourdan	P. 20
Afrima	34	Chemische Werke Huls	21
Albrecht	35	Cheni	35
Alco-Alimentari Conservati	33	Ciments Vicat	19
American Brands	24	Cincinnati Milacron	27
American Uniform	40	Cinema International	21
A. O. A. -Apparatebau Gauting	27	Cobepa-Cie Belge de Participa- tions Paribas	30-35
Archer Daniels Midland	20	Cominière-Commerciale & Mi- nière du Congo	31
Argus Käseprodukte Import- Export	33	Cooperatieve Raiffensen-Boeren- leenbank	32
Ateliers de Construction du Nord de la France	28	Crédit Suisse	32
Austro-Man Fahrzeug-Vertriebs- gesellschaft	26	Dandy Shop Pantalon Modern	41
Banco Popular Espanol	30	Derville	19
Banque du Benelux	32	Desbonnets	34
Banque d'Escompte & de Travaux	30	Deutsche Airbus	22
Banque de Paris & des Pays-Bas	31	Dornier	22
Baumgartens Brauerei Allersheim	34	Dymo Industries	25
Béghin	37	Editions Périodiques	28
Berthoud	25	Eka Automation	29
Biedermann	25	Epurex	27
Bima-Maschinen & Betriebs- einrichtungen	25	Eurafrep	19
Bio-Rad Laboratories	38	Euro-West Trucking Services	41
Biscuit & Banketfabriek Nobo	32	Eurofinance	32
Bloch & Behrens	40	Eurogestor	32
Bouw-Export	18	Fiat	23
Brasseries & Glacières de l'Indochine	34	Fiessler & C°	42
Bruxelloise d'Auto-Transport	41	Financière de Paris & des Pays-Bas	30
Bucherer	27	Financière Sodal	19
Bunduq C°	37	Finanziaria per Opere Pubbliche & Imprese Industriali	18
Cabbac	39	Fispao	31
Calci & Cementi di Segni	18	Fraissinet	42
Camions Interim	41	Frangeco	28
Cefilac	35	Frangi	31
Cegi-Centre pour l'Etude de la Gestion par l'Informatique	29	General Binding	26
Centrale Marketing Ges. Für Die Deutsche Agrarwirtschaft	33	General Electric	23
Centro-Americana de Navigacion	41	Gold Zack Werke	41
Cepelia	22	Grands Travaux de Marseille	19
C. F. P. -Française des Pétroles	37	Gulf & Western Industries	21
		Haltermann (Johann)	37
		I. C. U. -Informatie & Communicatie Unie	28

Idet-Cegos	P. 29	Pintsch Bamag	P. 28
I. M. I. -Istituto Mobiliare Italiano	30-31	Plessey (The)	27
Inforex	29	Procédés Sublistatic	40
I. O. S.	30	Promopérations	40
I. T. T.	23-32	Purle Brothers	21
Kaiser Aluminum & Chemical	35	Redoute à Roubaix (La)	22
Kellogg	34	Reflexa-Werk, Alfred Pichler	35
Kemley Coopman Holding	18	Renker	36
Kings Electronics	29	Rennies Consolidated Holding	42
Kinzing Oberflächen Chemie	39	Rhône-Poulenc	20-39
Klöckner-Werke	27	Rohrer, Hibler & Replogle	31
Kon. Ned. Stoomboot Mij.	41	Samaceta	26
Kullgrens Enka	18	Samaplast	36
Laboratoires Celphar-Wuhrlin	37	Samson	28
Laboratoires Fournier	38	Scheepvaart & Steenkolen	42
Laboratoires Fournier Frères	38	Schindler	25
Limoges International	43	Schmidt & Clemens Edelstahlwerk	36
Lonrho	31	Scholten-Honig	21
Ludenta	43	Schuiling	20
Luxembourgeoise (La)	32	Schwank	25
MacGregor-Comarain	29	Selaf-Sélection Avicole Française	34
Magnesital	36	Silent-Gliss	24
Manufacturers Hanover Trust	30	Sitard	33
Marbres Français	19	Sodeteg	23
Maschinenfabrik A. Beien	27	Sodipas	20
Maschinenfabrik Stromag	28	Sogeurdin	43
Metallgesellschaft	20	Straaten Holding (Van)	25
Métallurgique Liotard Frères	36	Suddeutsche Kalkstickstoffwerke	21
Meto Italia	25	Swingline	24
Metzeler	39	Synergie Publicité	39
Mewa Mechanische Weberel Altstadt	26	Synodis	39
Montecatini-Edison	21	Tavola Tedesca	33
Moore McCormack	42	Thomson CSF	23
Morgan Guaranty Trust	30	Thyssen-Bornemisza	31
Nazionale Sviluppo Imprese		Thyssen (August)	36
Industriali	18	Transairco	42
Ned. & Credietbank	31	Ugine-Kuhlmann	35-36-38
Nestlé Alimentana	33	Union Industrielle de Crédit	19
O. A. F. -Österreichische Auto-		Ultrasonic Machines	24
bil-Fabriks	26	Unilever	33
Oetker	34	Universal Corrugated Box Machinery	25
Ogilvy & Mather	39	Usines Sartha	22
Pathé-Cinéma	22	Veneziani Zonca Vernici	21
Péchiney	36	Voith	26
Pegard	26	Westfield Minerals	35

